AVANT-PROJET DE DECRET PORTANT ASSENTIMENT A L'ACCORD DE COOPERATION ENTRE L'ÉTAT FEDERAL, LES COMMUNAUTES ET LES REGIONS RELATIF A LA PREVENTION ET A LA GESTION DE L'INTRODUCTION ET LA PROPAGATION DES ESPECES EXOTIQUES ENVAHISSANTES

Le Gouvernement de la Communauté française,

Sur proposition du Ministre-Président et du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,

Après délibération, 63674/4

CONSEIL D'ETAT
LEGISLATION
06 -06- 2018
RAAD VAN STATE
WETGEVING

ARRETE :

Le Vice-Président, Jean-Claude Marcourt, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias est chargé de déposer auprès du Parlement de la Communauté française le projet de décret dont la teneur suit :

Article 1er : Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 mars 2018 entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et la propagation des espèces exotiques envahissantes

Article 2 : Le présent décret entre en vigueur lors de sa publication au Moniteur belge.

Bruxelles, le

Le Ministre-Président
Rudy Demotte

Le Vice-Président
Jean-Claude Marcourt
Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias

Exposé des motifs

I. Introduction

L'exécution du Règlement (UE) N° 1143/2014 touche à la fois aux compétences de l'Etat fédéral, des Communautés et des Régions. Cela concerne principalement la conservation de la nature mais également la recherche scientifique.

En ce qui concerne la conservation de la nature, l'Etat fédéral est compétent en vertu de sa compétence d'exception relative à l'importation, l'exportation et le transit des espèces végétales non indigènes, ainsi que des espèces animales non indigènes et de leurs dépouilles, telle qu'inscrite à l'article 6, §1er, III, 2° de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. L'Etat fédéral est également compétent pour la conservation de la nature dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique, en tant que compétence résiduelle. Les Régions ont, elles, la compétence de principe en matière de conservation de la nature conformément à la même loi de réformes institutionnelles.

En matière de recherche scientifique, les Régions et les Communautés sont, conformément à l'article 6bis de la loi spéciale du 8 août 1980, compétentes lorsque ce domaine d'activité rentre dans le cadre de leurs compétences respectives

Compte tenu de la répartition des compétences susmentionnées, la rédaction d'un accord de coopération était donc nécessaire, et celui-ci a fait l'objet d'un passage devant le Comité de concertation du 26 octobre 2016 qui en a approuvé les termes.

Le présent décret a donc pour objet, conformément à l'article 92 bis §1 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, de porter assentiment à l'accord de coopération du 20 mars 2018 entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et la propagation des espèces exotiques envahissantes.

II. Présentation de l'accord de coopération

L'accord de coopération organise d'une part l'exécution coordonnée du Règlement EEE par l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions, et l'échange d'information nécessaire entre les parties dans la mise en œuvre du Règlement EEE.

Différents organes sont créés :

- Le Comité national des espèces exotiques envahissantes est chargé d'assurer l'exécution coordonnée du Règlement EEE, de veiller à l'échange d'information, de superviser le fonctionnement du Secrétariat scientifique national des espèces exotiques envahissantes, à l'exception de la validation scientifique du travail, laquelle est assurée par le Conseil scientifique national des espèces exotiques envahissantes.
- Le Conseil scientifique national des espèces exotiques envahissantes est chargé de fournir au Comité un avis scientifique sur toute demande en lien avec

l'exécution des tâches à coordonner. A la demande du Comité ou de sa propre initiative, le Conseil peut formuler un avis.

- Le Secrétariat scientifique national est chargé de développer l'expertise scientifique nécessaire à l'exécution coordonnée. Il élabore un projet de Plan d'action national et coordonne les systèmes de surveillance mis en place par les autorités compétentes concernées.

Par ailleurs, la Plateforme belge de la Biodiversité est associée aux activités des institutions pour ce qui relève de ses missions scientifiques en matière d'espèces exotiques envahissantes.

Différents documents sont créés (et mis à jour) :

- Le Comité détermine, à la demande de la Commission européenne ou d'un Etat membre et sur base de l'analyse des risques communiquée par le demandeur, la position de la Belgique sur les espèces exotiques envahissantes à ajouter ou à enlever de la liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union.
- Toute demande de permis au sens de l'article 8 du Règlement EEE reçue par une autorité compétente est immédiatement notifiée pour information au Comité.
- Les parties peuvent adopter une liste nationale d'espèces exotiques envahissantes sous la forme d'un accord de coopération d'exécution.
- Le Secrétariat établit une fiche d'identification pour chaque espèce exotique envahissante préoccupante pour l'Union et chaque espèce exotique envahissante de la liste nationale.

Les frais de fonctionnement du Secrétariat scientifique national relatifs à l'engagement des équivalents temps plein sont répartis entre les parties comme suit :

- 15% pour l'autorité fédérale ;
- 35% pour la Région flamande;
- 35 % pour la Région wallonne;
- 15 % pour la Région de Bruxelles-Capitale.

Commentaire de l'article

Conformément à l'article 92 bis de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article unique du décret vise à porter assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et la propagation des espèces exotiques envahissantes.

Accord de coopération entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes	**Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten**
Vu l'article 23 de la Constitution;	Gelet op artikel 23 van de Grondwet;
Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les articles 6 §1er, III, 2°, 6bis et 92bis;	Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikelen 6 §1er, III, 2°, 6bis en 92bis ;
Vu la décision du 6 juillet 2016 de la Conférence interministérielle de l'Environnement élargie à la Politique scientifique adoptant le projet d'accord de coopération entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes;	Gelet op de beslissing van 6 juli 2016 van de Interministeriële Conferentie voor Leefmilieu uitgebreid tot het Wetenschapsbeleid aannemende het ontwerp van samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;
Considérant le Règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes;	Overwegende de Verordening (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;
Considérant que l'exécution du Règlement (UE) n° 1143/2014 touche à la fois aux compétences de l'Etat fédéral, des Communautés et des Régions, principalement en ce qui concerne la conservation de la nature mais également en ce qui concerne la recherche scientifique;	Overwegende dat de uitvoering van de Verordening (EU) nr. 1143/2014 tegelijk onder de bevoegdheden van de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, voornamelijk wat het natuurbehoud betreft maar eveneens wat het wetenschappelijk onderzoek betreft valt;
Considérant que l'objectif général de l'accord de coopération part du constat qu'il n'est pas possible pour la Belgique d'assurer une correcte mise en œuvre du règlement de manière purement unilatérale, c'est-à-dire au niveau de chaque entité individuellement. En effet, la plupart de ses dispositions requiert une coordination aux fins d'assurer la cohérence et la sécurité juridiques voulues, particulièrement quand plus d'une entité est concernée par les mesures à prendre. Il est en effet fondamental que les entités compétentes se coordonnent puisque les espèces exotiques envahissantes sont, par définition, des espèces qui ne connaissent pas de frontières. Par ailleurs, il est également essentiel de garantir une vision scientifique globale de la problématique au niveau belge en vue de mener une politique cohérente en matière d'espèces exotiques envahissantes.	Overwegende dat de algemene doelstelling van het samenwerkingsakkoord van de vaststelling gaat uit dat het voor België niet mogelijk is om een correcte tenuitvoerlegging van de verordening te verzekeren op een louter unilaterale manier, dat wil zeggen op het niveau van elke entiteit afzonderlijk. De meeste van haar bepalingen vereisen immers een coördinatie om de samenhang en de gewenste juridische zekerheid te kunnen garanderen, in het bijzonder wanneer meer dan één entiteit betrokken is bij de te nemen maatregelen. Coördinatie tussen de bevoegde entiteiten is immers van fundamenteel belang aangezien invasieve uitheemse soorten per definitie soorten zijn die geen grenzen kennen. Verder is het eveneens van essentieel belang om een globale wetenschappelijke visie van de problematiek op Belgisch niveau te garanderen met het oog op het voeren van een coherent beleid inzake invasieve uitheemse soorten.

Entre :	Tussen :
L'Etat fédéral, représenté par le Gouvernement fédéral, en la personne du Premier Ministre, de la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, du Ministre des Finances, de la Ministre de l'Energie, de l'Environnement et du Développement durable, de la Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la pauvreté, à l'Egalité des chances, aux Personnes handicapées et à la Politique scientifique et du Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la fraude sociale, à la Protection de la vie privée et à la Mer du Nord;	De Federale Staat, vertegenwoordigd door de federale Regering, in de persoon van de Eerste Minister, de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, de Minister van Financiën, de Staatssecretaris voor Armoedebestrijding, Gelijke Kansen, Personen met een beperking en Wetenschapsbeleid en de Staatssecretaris voor Bestrijding van de sociale fraude, Privacy en Noordzee;
La Communauté flamande et la Région flamande, représentées par le Gouvernement flamand, en la personne de son Ministre-Président, de son Ministre de l'Emploi, de l'Economie, de l'Innovation et du Sport et de sa Ministre de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture;	De Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van hun Minister-President, de Minister van de Werk, Economie, Innovatie en Sport en de Minister van Omgeving, Natuur en Landbouw;
La Communauté française, représentée par le Gouvernement de la Communauté française, en la personne de son Ministre-Président et du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et des Médias;	De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Franse Gemeenschapsregering, in de persoon van de Minister-President en de Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en media;
La Communauté germanophone, représentée par le Gouvernement de la Communauté germanophone, en la personne de son Ministre-Président et de son Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique;	De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, in de persoon van de Minister-President en de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;
La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon, en la personne de son Ministre-Président, du Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique et du Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports;	Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering, in de persoon van haar Minister-President, de Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Numeriek en de Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens;
La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en la personne de son Ministre-Président, du Ministre du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie et de la Secrétaire d'Etat à la Recherche scientifique;	Het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, vertegenwoordigd door de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, in de persoon van haar Minister-President, de Minister van Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie en de Staatssecretaris voor Wetenschappelijk;
a été convenu ce qui suit :	is overeengekomen wat volgt :

TITRE Ier. – Définitions	TITEL I. – Definities
Art. 1er. Aux fins du présent accord de coopération, on entend par :	**Art. 1.** Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder:
1° Etat membre : un Etat membre de l'Union Européenne autre que la Belgique;	1° Lidstaat : een andere Lidstaat van de Europese Unie dan België;
2° Règlement EEE: Règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes, ci-après Règlement EEE;	2° IUS-Verordening : Verordening (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten, hierna de IUS-Verordening;
3° Plateforme belge de la Biodiversité : l'organe créé en vertu de l'accord de coopération du 22 janvier 2016 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions concernant le soutien au développement, à la mise en œuvre et la gestion de la Plateforme belge de la Biodiversité;	3° Belgisch biodiversiteitsplatform : het orgaan opgericht krachtens het samenwerkingsakkoord van 22 januari 2016 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten over de steun aan de ontwikkeling, de uitvoering en het beheer van het Belgische biodiversiteitsplatform;
4° Liste nationale : la liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour la Belgique, visée à l'article 12 du Règlement EEE;	4° Nationale lijst : de lijst van voor België zorgwekkende invasieve uitheemse soorten, als vermeld in artikel 12 van de IUS-Verordening;
5° Espèce exotique envahissante préoccupante au niveau régional : une espèce identifiée, sur base de son appartenance à la liste nationale, par la Belgique ou par un Etat membre, comme étant une espèce qui nécessite une coopération régionale renforcée conformément à l'article 11.1 du Règlement EEE;	5° Voor de regio zorgwekkende invasieve uitheemse soort : een soort die, op basis van het feit dat ze opgenomen is in de nationale lijst, door België of een Lidstaat geïdentificeerd is als een soort waarvoor overeenkomstig artikel 11. 1 van de IUS-Verordening een versterkte regionale samenwerking vereist is;
6° Espèce indigène préoccupante : une espèce exotique préoccupante au niveau régional qui est indigène en Belgique ou dans un Etat membre et qui nécessite une coopération renforcée conformément à l'article 11.1 du Règlement EEE;	6° Zorgwekkende inheemse soort : een voor een regio zorgwekkende invasieve uitheemse soort die inheems is in België of in een lidstaat is en waarvoor overeenkomstig artikel 11. 1 van de IUS-Verordening een versterkte regionale samenwerking vereist is;
7° Autorité compétente : les administrations fédérales et régionales compétentes pour la mise en œuvre du Règlement EEE et notifiées comme telles à la Commission européenne conformément à l'article 24.2 du Règlement EEE;	7° Bevoegde overheid : de federale en regionale administraties die bevoegd zijn voor de uitvoering van de IUS-Verordening en als zodanig werden genotificeerd aan de Europese Commissie conform artikel 24.2 van de IUS-Verordening;

8° Comité européen : le comité visé à l'article 27 du Règlement EEE;	8° Europees Comité : het comité, vermeld in artikel 27 van de IUS-Verordening;
9° Forum scientifique européen : le forum visé à l'article 28 du Règlement EEE;	9° Europees Wetenschappelijk Forum : het forum, vermeld in artikel 28 van de IUS-Verordening;
10° Mesure d'urgence : mesure consistant à appliquer une ou plusieurs restrictions prévues à l'article 7. 1 du Règlement EEE qu'un Etat membre peut appliquer aux conditions visées à l'article 10 du Règlement EEE;	10° Noodmaatregel : maatregel die erin bestaat één of meerdere beperkingen toe te passen die vermeld zijn in artikel 7, 1 van de IUS-Verordening en die een lidstaat kan instellen onder de voorwaarden vermeld in artikel 10 van de IUS-Verordening;
11° CCPIE : le Comité de coordination de la Politique Internationale de l'Environnement, institué par l'accord de coopération du 5 avril 1995 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la politique internationale de l'environnement;	11° CCIM : het Coördinatiecomité Internationaal Milieubeleid, opgericht middels het Samenwerkingsakkoord van 5 april 1995 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijke Gewest met betrekking tot het internationaal milieubeleid;
12° CIE : la Conférence interministérielle de l'Environnement instaurée par décision du Comité de Concertation Gouvernement-Exécutifs des 9 mai et 13 juin 1989 créant une Conférence interministérielle de l'Environnement conformément à l'article 31 bis de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;	12° ICL : de Interministeriële Conferentie Leefmilieu, opgericht bij beslissing van het Overlegcomité Regering – Executieven van 9 mei en 13 juni 1989 tot oprichting van een Interministeriële Conferentie Leefmilieu conform artikel 31 bis van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;
13° Comité national des espèces exotiques envahissantes : l'instance de coordination entre les parties, en ce qui concerne l'exécution du Règlement EEE, institué par l'article 6, § 1er, et dont les tâches sont définies à l'article 7;	13° Nationaal Comité voor de invasieve uitheemse soorten : de coördinerende instantie tussen de partijen, voor wat betreft de uitvoering van de IUS-Verordening, opgericht door artikel 6, § 1, en waarvan de taken omschreven zijn in artikel 7;
14° Conseil scientifique national des espèces exotiques envahissantes : l'organe d'avis scientifique institué par l'article 6, §1er, et dont les tâches sont définies à l'article 11;	14° Nationale Wetenschappelijke Raad voor de invasieve uitheemse soorten : het wetenschappelijk adviesorgaan opgericht door artikel 6, § 1, en waarvan de taken omschreven zijn in artikel 11;
15° Secrétariat scientifique national des espèces exotiques envahissantes : l'organe de soutien scientifique institué par l'article 6, §1er, et dont les tâches sont définies à l'article 15.	15° Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat voor de invasieve uitheemse soorten : het wetenschappelijk ondersteuningsorgaan opgericht door artikel 6, §1, en waarvan de taken omschreven zijn in artikel 15.

TITRE II. – Dispositions générales	TITEL II. – Algemene bepalingen
Chapitre 1er : L'exécution du Règlement EEE	**Hoofdstuk 1 : De uitvoering van de IUS-Verordening**
Art. 2. § 1er. Le présent accord de coopération organise :	**Art. 2.** § 1. Dit samenwerkingsakkoord regelt :
1° l'exécution coordonnée du Règlement EEE par l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions, ci-après les parties;	1° de gecoördineerde uitvoering van de IUS-Verordening door de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, hierna de *partijen genoemd;*
2° l'échange d'information nécessaire entre les parties dans la mise en œuvre du Règlement EEE.	2° de nodige informatie-uitwisseling tussen de partijen voor de uitvoering van de IUS-verordening.
§ 2. L'exécution coordonnée visée au paragraphe 1, 1° porte sur :	§ 2. De gecoördineerde uitvoering bedoeld in paragraaf 1, 1° gaat over:
a. l'élaboration et l'adoption de la position de la Belgique sur la liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union et son actualisation;	a. de uitwerking en de goedkeuring van het standpunt van België over de lijst van voor de Unie zorgwekkende invasieve uitheemse soorten;
b. la remise d'avis sur les demandes de permis lorsque ces demandes :	b. de adviesverlening over de vergunningaanvragen wanneer deze aanvragen :
1° concernent une même espèce exotique envahissante préoccupante pour l'Union ou une même espèce exotique envahissante de la liste nationale et;	1° betrekking hebben op eenzelfde voor de Unie zorgwekkende invasieve uitheemse soort of op eenzelfde invasieve uitheemse soort uit de nationale lijst en;
2° sont conjointement faites par un même demandeur auprès de plus d'une autorité compétente ou sont manifestement interconnectées.	2° tegelijkertijd door eenzelfde aanvrager worden gericht aan meer dan een bevoegde overheid of duidelijk aan elkaar gekoppeld zijn.
c. les mesures urgentes à prendre lorsque plus d'une partie est concernée;	c. de te nemen noodmaatregelen wanneer meer dan een partij betrokken is;
d. la détection précoce et l'éradication rapide en début d'invasion lorsque plus d'une partie est concernée, en ce compris les dérogations à l'obligation d'éradication rapide;	d. de vroegtijdige detectie en de snelle uitroeiing bij het begin van een invasie wanneer meer dan een partij betrokken is, inclusief de afwijkingen van de snelle uitroeiingsverplichting;

e. les mesures d'éradication, de contrôle ou de confinement à prendre lorsque plus d'une partie est concernée;	e. de te nemen uitroeiings-, controle- of indammingsmaatregelen wanneer meer dan een partij betrokken is;
f. la coordination de la surveillance à mettre en place au niveau national entre les parties;	f. de coördinatie van de surveillance die op nationaal niveau moet worden opgezet tussen de partijen;
g. la coopération de la Belgique avec les Etats membres qui partagent un des critères énumérés à l'article 22.1, a) à d) du Règlement EEE ou tout autre préoccupation commune sur les espèces exotiques préoccupantes au niveau régional lorsque plus d'une partie est concernée;	g. de samenwerking van België met de Lidstaten die een van de criteria opgesomd in artikel 22.1, a) tot d) van de IUS-Verordening of elke andere gemeenschappelijke bezorgdheid in verband met voor de regio zorgwekkende invasieve uitheemse soorten wanneer meer dan een partij betrokken is;
h. la coopération de la Belgique avec les Etats membres qui partagent un des critères énumérés à l'article 22.1, a) à d) du Règlement EEE ou tout autre préoccupation commune sur les espèces indigènes préoccupantes lorsque plus d'une partie est concernée;	h. de samenwerking van België met de Lidstaten die een van de criteria opgesomd in artikel 22.1, a) tot d) van de IUS-Verordening of elke andere gemeenschappelijke bezorgdheid in verband met de zorgwekkende inheemse soorten delen wanneer meer dan een partij betrokken is;
i. l'élaboration et l'adoption d'une liste conjointe d'espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour la Belgique, ci-après liste nationale;	i. de uitwerking en de goedkeuring van een gezamenlijke lijst van voor België zorgwekkende invasieve uitheemse soorten, hierna nationale lijst genoemd;
j. l'élaboration et l'adoption du plan d'action national relatif aux voies d'introduction des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union;	j. de uitwerking en de goedkeuring van het nationale actieplan betreffende de introductieroutes van de voor de Unie zorgwekkende invasieve uitheemse soorten;
k. l'élaboration et l'adoption du rapport de mise en œuvre de la Belgique du Règlement EEE;	k. de uitwerking en de goedkeuring van het uitvoeringsrapport van België van de IUS verordening;
l. la participation de la Belgique au Comité européen et au Forum scientifique européen;	l. de deelname van België aan het Europees Comité en aan het Europees Wetenschappelijk Forum;
m. la coopération à mettre en place avec les Etats membres;	m. de samenwerking die moet worden opgezet met de Lidstaten;
n. toute autre question qui nécessite une exécution coordonnée entre les parties.	n. elke andere kwestie die een gecoördineerde uitvoering tussen de partijen vereist.

§ 3. L'échange d'information visée au paragraphe 1er, 2° porte sur l'exécution des mesures suivantes lorsqu'une seule partie est concernée :	§ 3. De uitwisseling van informatie bedoeld in paragraaf 1, 2° heeft betrekking op de uitvoering van de volgende maatregelen wanneer slechts een partij betrokken is :
a. les mesures de restrictions;	a. de beperkende maatregelen;
b. la délivrance de permis;	b. de uitreiking van vergunningen;
c. la détection précoce et l'éradication rapide en début d'invasion, en ce compris les dérogations à l'obligation d'éradication rapide;	c. de vroegtijdige detectie en de snelle uitroeiing bij het begin van een invasie, inclusief de afwijkingen van de snelle uitroeiingsverplichting;
d. la coopération avec les Etats membres qui partagent un des critères énumérés à l'article 22.1, a) à d) du Règlement EEE ou tout autre préoccupation commune sur les espèces exotiques envahissantes préoccupantes au niveau régional;	d. de samenwerking met de Lidstaten die een van de criteria opgesomd in artikel 22.1, a) tot d) van de IUS-Verordening of elke andere gemeenschappelijke bezorgdheid in verband met de voor de regio zorgwekkende invasieve uitheemse soorten delen;
e. la coopération avec les Etats membres qui partagent un des critères énumérés à l'article 22.1, a) à d) du Règlement EEE ou tout autre préoccupation commune sur les espèces indigènes préoccupantes;	e. de samenwerking met de Lidstaten die een van de criteria opgesomd in artikel 22.1, a) tot d) van de IUS-Verordening of elke andere gemeenschappelijke bezorgdheid in verband met de zorgwekkende inheemse soorten;
f. la surveillance des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union ou de la liste nationale sur le territoire d'une Région ou dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique;	f. de surveillance met betrekking tot de voor de Unie zorgwekkende of in de nationale lijst opgenomen invasieve uitheemse soorten op het grondgebied van een gewest of in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België;
g. la notification de détection précoce;	g. de kennisgeving van vroegtijdige detectie;
h. l'obligation d'éradication rapide, en ce compris le système de dérogation;	h. de verplichting tot snelle uitroeiing, inclusief de afwijkingen van die verplichting;
i. les mesures d'éradication, de contrôle ou de confinement;	i. de uitroeiingsmaatregelen, controlemaatregelen of indammingsmaatregelen;
j. la restauration des écosystèmes endommagés et le recouvrement des coûts;	j. het herstel van de beschadigde ecosystemen en de terugvordering van de kosten;

k. les dispositions transitoires pour les propriétaires non commerciaux l. les dispositions transitoires pour les stocks commerciaux; m. toute autre mesure prise par les parties.	k. de overgangsbepalingen voor niet-commerciële eigenaren; l. de overgangsbepalingen voor commerciële voorraden; m. elke andere door de partijen genomen maatregel.
Chapitre 2 : Champ d'application matériel	**Hoofdstuk 2 : Materieel toepassingsgebied**
Art. 3. Le présent accord s'applique aux catégories d'espèces exotiques envahissantes relevant du champ d'application du Règlement EEE, tel que défini à son article 2.	**Art. 3.** Dit akkoord is van toepassing op de categorieën van invasieve uitheemse soorten die vallen onder het toepassingsgebied van de IUS-Verordening, zoals bepaald in artikel 2 ervan.
Chapitre 3 : Exécution	**Hoofdstuk 3 : Uitvoering**
Art. 4. §1er. Les parties exécutent les dispositions du présent accord de coopération dans le respect des compétences qui leur sont octroyées conformément à la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. §2. Les dispositions du présent accord n'empêchent pas une partie d'adopter ou de maintenir des mesures plus strictes tant qu'elle respecte les règles de répartition des compétences visées au paragraphe 1er et le droit européen.	**Art. 4.** §1. De partijen voeren de bepalingen van onderhavig samenwerkingsakkoord uit met inachtneming van de bevoegdheden die hen zijn toegekend overeenkomstig de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980. §2. De bepalingen van onderhavig akkoord beletten een partij niet om striktere maatregelen te nemen of te handhaven zolang zij zich houdt aan de in paragraaf 1 bedoelde regels inzake de bevoegdheidsverdeling en aan het Europees recht.
Chapitre 4 : Accords de coopération d'exécution	**Hoofdstuk 4 : Uitvoerende samenwerkings-akkoorden**
Art. 5. La mise en œuvre du présent accord de coopération peut être assurée par des accords de coopération d'exécution conformément à l'article 92bis de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980. Les parties adoptent les accords de coopération d'exécution dans la mesure où leurs compétences sont concernées conformément à l'article 4, §1er.	**Art. 5.** Voor dit samenwerkingsakkoord zal de uitvoering verzekerd worden door uitvoerende samenwerkingsakkoorden overeenkomstig artikel 92bis van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980. De partijen keuren de uitvoerende samenwerkingsakkoorden goed voor zover het hun bevoegdheden aanbelangt overeenkomstig artikel 4, §1.

TITRE III. - Comité national des espèces exotiques envahissantes, Conseil scientifique national des espèces exotiques envahissantes, Secrétariat scientifique national des espèces exotiques envahissantes et Plateforme belge de la Biodiversité	**TITEL III. - Nationaal Comité voor de invasieve uitheemse soorten, Nationale wetenschappelijke Raad voor de invasieve uitheemse soorten, Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat voor de invasieve uitheemse soorten en Belgisch biodiversiteitsplatform**
Art. 6. § 1er. Aux fins d'exécution de l'article 2, un Comité national des espèces exotiques envahissantes, un Conseil scientifique national des espèces exotiques envahissantes et un Secrétariat scientifique national des espèces exotiques envahissantes sont créés. § 2. La Plateforme belge de la Biodiversité est associée aux activités des institutions visées au paragraphe 1er pour ce qui relève de ses missions scientifiques en matière d'espèces exotiques envahissantes.	**Art. 6.** § 1. Voor de uitvoering van artikel 2, worden een Nationaal Comité voor de invasieve uitheemse soorten, een Nationale Wetenschappelijke Raad voor de invasieve uitheemse soorten en een Nationaal Secretariaat voor de invasieve uitheemse soorten opgericht. § 2. Het Belgisch biodiversiteitsplatform is betrokken bij de activiteiten van de in paragraaf 1 vermelde instellingen, voor wat betreft zijn wetenschappelijke taken met betrekking tot invasieve uitheemse soorten.
Chapitre 1 : Comité national des espèces exotiques envahissantes	**Hoofdstuk 1 : Nationaal Comité voor de invasieve uitheemse soorten**
Section 1 : Mission et Composition	***Afdeling 1 : Taken en samenstelling***
Art. 7. § 1er. Le Comité national des espèces exotiques envahissantes, ci-après Comité, est chargé : 1° d'assurer l'exécution coordonnée du Règlement EEE visée à l'article 2, § 2; 2° de veiller à l'échange d'information visé à l'article 2, § 3; 3° de superviser le fonctionnement du Secrétariat scientifique national des espèces exotiques envahissantes, à l'exception de la validation scientifique du travail, laquelle est assurée par le Conseil scientifique national des espèces exotiques envahissantes. §2. Le Comité exerce les tâches coordonnées suivantes : 1° proposer pour adoption à la CIE la position de la Belgique relative à l'inscription ou le retrait d'espèces exotiques envahissantes de la liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union, en ce compris sur les analyses de	**Art. 7.** § 1. Het Nationaal Comité voor de invasieve uitheemse soorten, hierna Comité, is belast met: 1° de in artikel 2, § 2 vermelde gecoördineerde uitvoering van de IUS-Verordening; 2° het toezien op de informatie-uitwisseling, vermeld in artikel 2, § 3; 3° het toezicht op de werking van het Nationaal wetenschappelijk Secretariaat voor de invasieve uitheemse soorten, met uitzondering van de wetenschappelijke validatie van het werk dat verzekerd wordt door de Nationale Wetenschappelijke Raad voor de invasieve uitheemse soorten. §2. Het Comité heeft de volgende coördinerende taken : 1° het ter goedkeuring aan de ICL voorleggen van het standpunt van België inzake het opnemen of verwijderen van invasieve uitheemse soorten op de lijst van voor de Unie zorgwekkende invasieve uitheemse soorten

risque et sur toute autre information pertinente y relative, dont la demande émane : a) de la Commission européenne conformément à l'article 4.1 du Règlement EEE; b) d'un Etat membre conformément à l'article 4.4 du Règlement EEE; c) d'une partie au présent accord.	inclusief inzake de risicoanalyses en inzake alle andere daaraan gekoppelde relevante wetenschappelijke informatie, waarvoor de aanvraag uitgaat: a) van de Europese Commissie overeenkomstig artikel 4.1 van de IUS Verordening; b) van een Lidstaat overeenkomstig artikel 4.4 van de IUS Verordening; c) van een partij bij dit akkoord.
2° rendre un avis sur les demandes de permis visés aux articles 8 et 9 du Règlement EEE lorsqu'elles portent sur la même espèce exotique envahissante préoccupante pour l'Union ou sur la même espèce exotique envahissante de la liste nationale et qu'elles sont conjointement faites par un même demandeur à plus d'une partie ou sont manifestement interconnectées;	2° het formuleren van een advies over de vergunningsaanvragen vermeld in artikel 8 en 9 van de IUS Verordening indien deze betrekking hebben op eenzelfde voor de Unie zorgwekkende invasieve uitheemse soort of op eenzelfde invasieve uitheemse soort uit de nationale lijst en door dezelfde aanvrager ingediend worden bij meer dan een partij of duidelijk aan elkaar gekoppeld zijn;
3° examiner la nécessité, à la demande d'une ou plusieurs parties, d'adopter des mesures urgentes à prendre sur tout ou partie du territoire belge ou dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique conformément à l'article 10 du Règlement EEE;	3° het bestuderen van de noodzaak, op vraag van een of meerdere partijen, van de invoering van noodmaatregelen die moeten worden genomen voor het volledige Belgische grondgebied of een deel ervan of in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België overeenkomstig artikel 10 van de IUS Verordening;
4° prendre une décision, conformément aux articles 16 et 17 du Règlement EEE, sur la détection précoce et les mesures d'éradication rapide en début d'invasion lorsque plus d'une partie est concernée, en ce compris les dérogations à l'obligation d'éradication rapide conformément à l'article 18 du règlement;	4° het nemen van een beslissing, overeenkomstig de artikelen 16 en 17 van de IUS-Verordening, over de vroegtijdige detectie en de snelle uitroeiingsmaatregelen bij het begin van een invasie wanneer meer dan een partij betrokken is, inclusief de afwijkingen van de snelle uitroeiingsverplichting overeenkomstig artikel 18 van de verordening;
5° prendre une décision sur les mesures d'éradication, de contrôle ou de confinement à prendre pour les espèces largement répandues lorsque plus d'une partie est concernée;	5° het nemen van een beslissing over de uitroeiingsmaatregelen, de controlemaatregelen of de indammingsmaatregelen die moeten genomen worden voor de wijd verspreide soorten wanneer meer dan een partij betrokken is;
6° prendre une décision sur les mesures de surveillance à mettre en place par les parties au niveau national conformément à l'article 14 du Règlement EEE;	6° het nemen van een beslissing over de surveillancemaatregelen die op nationaal niveau ingevoerd moeten worden door de partijen overeenkomstig artikel 14 van de IUS Verordening;

7° prendre une décision, conformément à l'article 11 du Règlement EEE, sur la coopération à mettre en place avec les Etats membres qui partagent un des critères énumérés à l'article 22.1, a) à d) du Règlement EEE ou tout autre *préoccupation commune* lorsque plus d'une partie est concernée, en ce compris sur tout projet de la Commission européenne, conformément à l'article 11.2 du règlement, d'appliquer, selon le cas, les articles 13, 14, 16, 18, 19 ou 20 du règlement aux espèces suivantes: a) les espèces exotiques envahissantes qui sont préoccupantes pour un Etat membre sur base de sa liste nationale et qui *sont indigènes ou non en Belgique*; b) les espèces exotiques envahissantes qui sont préoccupantes pour la Belgique sur base de sa liste nationale et qui sont indigènes ou non dans un autre Etat membre.	7° het nemen van een beslissing, overeenkomstig artikel 11 van de IUS-Verordening, over de op te zetten samenwerking met de Lidstaten die een van de criteria opgesomd in artikel 22.1, a) tot d) van de IUS-Verordening of enige andere gemeenschappelijke bezorgdheid delen wanneer meer dan een partij betrokken is, inclusief met betrekking tot elk voornemen van de Europese Commissie om conform artikel 11.2 van de verordening de artikelen 13, 14, 16, 18, 19 of 20 van de verordening, naargelang van het geval, toe te passen op volgende soorten: a) de voor een Lidstaat, op basis van zijn nationale lijst, zorgwekkende invasieve uitheemse soorten die al dan niet inheems zijn in België; b) de voor België, op basis van zijn nationale lijst, zorgwekkende uitheemse soorten die al dan niet inheems zijn in een andere Lidstaat.
8° proposer à la CIE, sur demande initiale d'une partie, l'inscription d'une espèce exotique envahissantes ou son retrait de la liste nationale;	8° aan de ICL, op initieel verzoek van een partij, voorstellen om een invasieve uitheemse soort op te nemen in of te schrappen uit de nationale lijst;
9° approuver l'analyse des voies d'introduction et de propagation non intentionnelles des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union sur le territoire de la Belgique et les espaces marins sous juridiction de la Belgique en vue d'élaborer un plan d'action national;	9° zijn goedkeuring hechten aan de analyse van de onopzettelijke introductie- en verspreidingsroutes van voor de Unie zorgwekkende invasieve uitheemse soorten op het grondgebied van België en in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België, met het oog op het uitwerken van een nationaal actieplan;
10° coordonner et présenter pour approbation à la CIE le projet de plan d'action national;	10° het ontwerp van nationaal actieplan coördineren en ter goedkeuring voorleggen aan de ICL;
11° approuver le projet de rapport de mise en œuvre du Règlement EEE par la Belgique conformément à l'article 24 du Règlement EEE;	11° zijn goedkeuring hechten aan het ontwerp van uitvoeringsrapport van de IUS Verordening door België overeenkomstig artikel 24 van de verordening;
12° présenter pour approbation au CCPIE le nom : a. du membre effectif représentant la Belgique au sein du Comité européen ainsi que de son suppléant;	12° het voorstellen ter goedkeuring van het CCIM van de naam van: a. het effectief lid dat België vertegenwoordigt binnen het Europees Comité en diens plaatsvervanger;

b. du membre effectif de la Communauté scientifique représentant la Belgique au sein du Forum scientifique européen ainsi que de son suppléant.	b. het effectief lid van de wetenschappelijke gemeenschap dat België vertegenwoordigt binnen het Europees Wetenschappelijk Forum en diens plaatsvervanger.
13° formuler tout avis, à la demande de la CIE ou d'une autre institution, sur l'application du Règlement EEE en Belgique;	13° het formuleren van een advies inzake de toepassing van de IUS-Verordening telkens als de ICL of een andere instelling daarom vraagt;
14° prendre connaissance de l'information transmise par une partie sur les mesures prises visées à l'article 2, § 3;	14° kennis nemen van de informatie bezorgd door een partij over de genomen maatregelen als vermeld in artikel 2, § 3;
15° décider de la coopération à mettre en place avec les Etats membres conformément à l'article 22.	15° beslissen over de samenwerking die moet worden opgezet met de Lidstaten conform artikel 22.
§ 3. Le Comité opère un contrôle général annuel du fonctionnement du Secrétariat scientifique national des espèces exotiques envahissantes et exécute les tâches suivantes :	§ 3. Het Comité voert een jaarlijkse algemene controle uit op de werking van het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat voor de invasieve uitheemse soorten en voert de volgende taken uit:
1° proposer pour adoption à la CIE la proposition de programme de travail annuel, en ce compris l'estimation prévue du budget de fonctionnement visée à l'article 18;	1° het ter goedkeuring aan de ICL voorleggen van het voorstel van jaarlijks werkprogramma, met inbegrip van de geplande raming van het werkingsbudget vermeld in artikel 18;
2° proposer pour adoption à la Conférence interministérielle de l'Environnement la proposition de rapport d'activités annuel, en ce compris l'utilisation du budget de fonctionnement visé à l'article 19;	2° het ter goedkeuring aan de Interministeriële Conferentie Leefmilieu voorleggen van het voorstel van jaarlijks activiteitenverslag, met inbegrip van de besteding van het werkingsbudget vermeld in artikel 19;
3° assurer le suivi général de son fonctionnement au sein de l'institution hôte.	3° de algemene opvolging van zijn werking binnen de gastinstelling.
§ 4. L'échange d'information visée à l'article 2, §3 s'effectue au sein du Comité par voie écrite, au plus tard dans les trente jours suivant la prise de connaissance de l'information par l'autorité compétente concernée.	§ 4. De informatie-uitwisseling, vermeld in artikel 2, § 3, gebeurt schriftelijk binnen het Comité, uiterlijk binnen de dertig dagen volgend op de kennisneming van de informatie door de betrokken bevoegde overheid.
Art. 8. § 1er. La composition du Comité est fixée comme suit :	**Art. 8.** § 1. Het Comité is als volgt samengesteld:
1° le président, choisi par les membres du Comité en son sein, selon le principe d'une présidence tournante entre les institutions visées au point 2° à 5°;	1° de voorzitter, door en onder de leden van het Comité gekozen, volgens het principe van een roterend voorzitterschap tussen de instellingen beoogd in punten 2 tot 5;

2° une personne au minimum, en qualité de membre effectif, désignée au sein de l'administration compétente en matière d'environnement ou de conservation de la nature et qui représente l'autorité compétente au niveau fédéral;	2° minstens een persoon, als effectief lid, aangewezen binnen de administratie bevoegd voor leefmilieu of natuurbehoud die de bevoegde overheid vertegenwoordigt op federaal niveau;
3° une personne au minimum, en qualité de membre effectif, désignée au sein de l'administration compétente en matière d'environnement ou de conservation de la nature et qui représente l'autorité compétente au niveau de la Région de Bruxelles-Capitale;	3° minstens een persoon, als effectief lid, aangewezen binnen de administratie bevoegd voor leefmilieu of natuurbehoud die de bevoegde overheid bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vertegenwoordigt;
4° une personne au minimum, en qualité de membre effectif, désignée au sein de l'administration compétente en matière d'environnement ou de conservation de la nature et qui représente l'autorité compétente au niveau de la Région flamande;	4° minstens een persoon, als effectief lid, aangewezen binnen de administratie bevoegd voor leefmilieu of natuurbehoud die de bevoegde overheid bij het Vlaams Gewest vertegenwoordigt;
5° une personne au minimum, en qualité de membre effectif, désignée au sein de de l'administration compétente en matière d'environnement ou de conservation de la nature et qui représente l'autorité compétente au sein de la Région wallonne;	5° minstens een persoon, als effectief lid, aangewezen binnen de administratie bevoegd voor leefmilieu of natuurbehoud die de bevoegde overheid bij het Waals Gewest vertegenwoordigt;
6° le Secrétariat scientifique national des espèces exotiques envahissantes, en qualité d'observateur;	6° het Nationaal Wettenschappelijk Secretariaat voor de invasieve uitheemse soorten als waarnemer;
7° une personne, en qualité d'observateur, représentant la Plateforme belge de la Biodiversité;	7° een persoon, als waarnemer, die het Belgische biodiversiteitsplatform vertegenwoordigt;
8° tout autre expert, en qualité d'observateur, sur proposition du Comité.	8° iedere andere expert, als waarnemer, op voordracht van het Comité.
§ 2. Un suppléant est désigné pour chacune des personnes désignées au paragraphe 1er, 1° à 5°. Ce suppléant remplace le membre effectif lorsque celui-ci est empêché.	§ 2. Voor elk van de in paragraaf 1, 1° tot en met 5° vermelde personen wordt een plaatsvervanger aangewezen. Deze plaatsvervanger vervangt het effectief lid wanneer hij verhinderd is.

§ 3. Les membres visés au paragraphe 1er, 2° à 5° sont désignés par chacune des autorités compétentes concernées. Le membre visé au paragraphe 1er, 7° est désigné par le comité de pilotage de la Plateforme belge de la biodiversité. La liste des membres désignés est transmise par le président du Comité pour adoption à la CIE, en ce compris en cas de modification. § 4. La durée du mandat des membres est de quatre ans sauf celui de président qui est de deux ans. Il est renouvelable. Tout membre qui n'achève pas son mandat est remplacé le plus vite possible conformément au paragraphe 3.	§ 3. De leden bedoeld in paragraaf 1, 2° tot en met 5° worden aangewezen door elk van de betrokken bevoegde overheden. Het in paragraaf 1, 7° bedoelde lid wordt aangewezen door de stuurgroep van het Belgisch Biodiversiteitsplatform. De lijst van de aangewezen leden, alsook elke wijziging ervan, wordt door de voorzitter van het Comité ter goedkeuring bezorgd aan de ICL. § 4. Met uitzondering van de voorzitter wiens mandaat voor twee jaar geldt, heeft het mandaat van de leden een duur van vier jaar. Het kan worden verlengd. Een lid dat zijn mandaat voortijdig beëindigt wordt zo snel mogelijk vervangen overeenkomstig paragraaf 3.
Section 2 : Fonctionnement	***Afdeling 2 : Werking***
Art. 9. § 1er. Le Comité se réunit au moins trois fois par an, ainsi qu'à la demande d'un membre. Il ne siège valablement que si chaque autorité compétente visée à l'article 8, paragraphe 1, 2° à 5° est représentée ainsi que le président. Une délégation de représentation par une autre autorité compétente est possible.	**Art. 9.** § 1. Het Comité komt ten minste drie maal per jaar samen, alsook op vraag van een lid. Het zetelt slechts geldig indien elke bevoegde overheid als vermeld in artikel 8, paragraaf 1, 2° tot en met 5° vertegenwoordigd is, evenals de voorzitter. Delegatie van vertegenwoordiging door een andere bevoegde overheid is mogelijk.
§ 2. Le Comité prend ses décisions par consensus. Au cas où aucun accord n'est trouvé, le point de discussion concerné est soumis pour décision à la CIE. Par dérogation à l'alinéa 1er, pour les espèces exotiques envahissantes marines qui se situeraient exclusivement dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique ou dont le risque d'établissement ou de propagation se situerait exclusivement dans cette zone, la décision est prise par le membre visé à l'article 8, §1er, 2°, après consultation du Comité.	§ 2. Het Comité beslist bij consensus. Indien er geen akkoord wordt bereikt, wordt het desbetreffende discussiepunt ter beslissing voorgelegd aan de ICL. In afwijking van lid 1, geldt voor de invasieve uitheemse mariene soorten die exclusief voorkomen binnen de mariene gebieden onder Belgische rechtsbevoegdheid of waarvoor het risico op vestiging of verspreiding exclusief binnen deze zone bestaat, dat de beslissing genomen wordt door het lid vermeld in artikel 8, §1, 2°, na overleg met het Comité.

Art. 10. Les procédures et modalités relatives au fonctionnement du Comité sont fixées dans un accord de coopération d'exécution. Il contient les éléments suivants : 1° la procédure de représentation, de coordination, de délibération et de décision relative aux tâches coordonnées visées à l'article 7, § 2, en ce compris une possibilité de coordination par voie écrite; 2° la procédure de demande d'avis faite au Conseil scientifique national des espèces exotiques envahissantes; 3° la supervision du fonctionnement général du Secrétariat scientifique national des espèces exotiques envahissantes visée à l'article 7, § 3; 4° les procédures pour la participation des parties prenantes aux discussions de certains points de l'ordre du jour.	**Art. 10.** Een uitvoerend samenwerkingsakkoord voorziet in de procedures en modaliteiten betreffende het functioneren van het Comité. Het bevat de volgende elementen: 1° de procedure van vertegenwoordiging, coördinatie, beraadslaging en beslissing betreffende de gecoördineerde taken bedoeld in artikel 7, § 2, inclusief de mogelijkheid van een schriftelijke coördinatie; 2° de procedure voor het aanvragen van een advies aan de Nationale wetenschappelijke Raad voor de invasieve uitheemse soorten; 3° het toezicht op de algemene werking van het Nationaal Wettenschappelijk Secretariaat voor de invasieve uitheemse soorten, vermeld in artikel 7, § 3; 4° de procedures voor de deelname van belanghebbende partijen aan de bespreking van bepaalde punten van de agenda.
Chapitre 2 : Le Conseil scientifique national des espèces exotiques envahissantes	**Hoofdstuk 2 : De Nationale Wetenschappelijke Raad voor de invasieve uitheemse soorten**
Section 1 : Mission et Composition	***Afdeling 1: Taken en samenstelling***
Art. 11. § 1er. Le Conseil scientifique national des espèces exotiques envahissantes, ci-après Conseil scientifique national, est chargé de fournir au Comité un avis scientifique sur toute demande en lien avec l'exécution des tâches à coordonner visées à l'article 7, § 2, à l'exception de l'article 7, § 2, 12° littera a) et 14°. A la demande du Comité ou de sa propre initiative, le Conseil peut formuler un avis sur : 1° la restauration des écosystèmes endommagés; 2° l'application des mesures transitoires visées aux articles 31 et 32 du Règlement EEE;	**Art. 11.** § 1. De Nationale Wetenschappelijke Raad voor de invasieve uitheemse soorten, hierna de Nationale Wetenschappelijke Raad, heeft als taak het verstrekken van een wetenschappelijk advies aan het Comité over elke vraag die verband houdt met de uitvoering van de te coördineren taken zoals bedoeld in artikel 7, § 2, met uitzondering van artikel 7, § 2, 12° littera a) en 14°. Op verzoek van het Comité of uit eigen initiatief kan de Raad een advies formuleren over: 1° het herstel van de beschadigde ecosystemen; 2° de toepassing van de overgangsmaatregelen bedoeld in de artikelen 31 en 32 van de IUS Verordening;

3° tout autre question d'ordre scientifique concernant les espèces exotiques envahissantes.	3° elke andere vraag van wetenschappelijke aard in verband met de invasieve uitheemse soorten.
§ 2. Le Secrétariat scientifique national des espèces exotiques envahissantes est chargé de préparer chaque projet d'avis scientifique et de le soumettre au Conseil scientifique national pour discussion et validation scientifique.	§ 2. Het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat voor invasieve uitheemse soorten heeft als taak het voorbereiden van elk ontwerp van wetenschappelijk advies en het voorleggen ervan aan de Nationale Wetenschappelijke Raad voor bespreking en wetenschappelijke validatie.
§ 3. Le Conseil scientifique national valide par consensus les projets d'avis visés au paragraphe 2 ainsi que toute autre information scientifique y relative qui serait soumise par le Secrétariat scientifique national des espèces exotiques envahissantes. A défaut, les différents points de vue scientifiques émis sont reflétés dans l'avis du Conseil scientifique national.	§ 3. De Nationale Wetenschappelijke Raad valideert bij consensus de ontwerpadviezen vermeld in paragraaf 2 en ook alle andere daarmee verband houdende wetenschappelijke informatie die door het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat voor de invasieve uitheemse soorten wordt voorgelegd. Bij ontstentenis, worden de verschillende geformuleerde wetenschappelijke standpunten overgenomen in het advies van de Nationale Wetenschappelijke Raad.
§ 4. Le Conseil scientifique national exerce sa mission en toute indépendance et neutralité.	§ 4. De Nationale Wetenschappelijke Raad oefent zijn taak volledig onafhankelijk en neutraal uit.
Art. 12. § 1er. La composition du Conseil scientifique national est fixée comme suit : 1° le président, choisi en son sein par les membres du Conseil; 2° le Secrétariat scientifique national des espèces exotiques envahissantes, lequel assure le secrétariat administratif du conseil; 3° une personne au minimum, en qualité d'expert scientifique, désignée au sein du Département de l'Etude du milieu naturel et agricole (DEMNA) du Service public de Wallonie; 4° une personne au minimum, en qualité d'expert scientifique, désignée au sein de l'« Instituut voor Natuur- en Bosonderzoek (INBO) » de l'autorité flamande; 5° une personne au minimum, en qualité d'expert scientifique, désignée par le Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement;	**Art. 12.** § 1. De Nationale Wetenschappelijke Raad is als volgt samengesteld: 1° de voorzitter die door en onder de leden van de Raad verkozen wordt; 2° het nationaal wetenschappelijk Secretariaat voor de invasieve uitheemse soorten, dat belast is met het administratief secretariaat van de raad; 3° minstens een persoon, in de hoedanigheid van wetenschappelijke expert, aangewezen binnen het "Département de l'Etude du milieu naturel et agricole (DEMNA)" van de Waalse overheidsdienst; 4° minstens een persoon, in de hoedanigheid van wetenschappelijke expert, aangewezen binnen het Instituut voor Natuur- en Bosonderzoek (INBO) van de Vlaamse overheid; 5° minstens een persoon, in de hoedanigheid van wetenschappelijke expert, aangewezen door de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu;

6° une personne au minimum, en qualité d'expert scientifique, désignée par Bruxelles-Environnement;	6° minstens een persoon, in de hoedanigheid van wetenschappelijke expert, aangewezen door Leefmilieu Brussel;
7° une personne au minimum, en qualité d'expert scientifique, désignée au sein de l'Unité de gestion du modèle mathématique de la Mer du Nord de l'Institut Royal des Sciences Naturelles de Belgique pour les aspects liés aux espèces marines, ci-après UGMM;	7° minstens een persoon, in de hoedanigheid van wetenschappelijke expert, aangewezen binnen de Beheerseenheid van het Mathematisch Model van de Noordzee van het Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen, voor de aspecten die verband houden met de mariene soorten, hierna BMM genoemd;
8° une personne au minimum, en qualité d'expert scientifique, désignée au sein du « Vlaams Instituut voor de Zee » de l'autorité flamande pour les aspects liés aux espèces des estuaires et marines;	8° minstens een persoon, in de hoedanigheid van wetenschappelijke expert, aangewezen binnen het « Vlaams Instituut voor de Zee » van de Vlaamse overheid voor de aspecten die verband houden met de soorten in de riviermondingen en de mariene soorten;
9° une personne au minimum, en qualité d'expert scientifique, désignée au sein de la Plateforme belge de la Biodiversité;	9° minstens een persoon, in de hoedanigheid van wetenschappelijke expert, aangewezen binnen het Belgisch biodiversiteitsplatform;
10° une personne au minimum, en qualité d'expert scientifique, désignée au sein du Jardin botanique de Meise;	10° minstens een persoon, in de hoedanigheid van wetenschappelijke expert, aangewezen binnen de Plantentuin van Meise;
11° toute autre personne, en qualité d'expert scientifique, appartenant à une institution scientifique publique au niveau belge, sur proposition du Conseil scientifique national.	11° iedere andere persoon, in de hoedanigheid van wetenschappelijke expert, die behoort tot een Belgische openbare wetenschappelijke instelling, op voordracht van de Nationale Wetenschappelijke Raad.
§ 2. Le Conseil scientifique national peut proposer comme observateur toute autre personne du monde scientifique académique.	§ 2. De Nationale Wetenschappelijke Raad kan andere personen uit de academische wetenschappelijke wereld voordragen als waarnemer.
§ 3. Un suppléant est désigné pour chacune des personnes désignées au paragraphe 1er. Ce suppléant remplace le membre effectif lorsque celui-ci est empêché.	§ 3. Voor elk van de in paragraaf 1 vermelde personen wordt een plaatsvervanger aangewezen. Deze plaatsvervanger vervangt het effectief lid wanneer hij verhinderd is.
§4. La durée du mandat des membres est de quatre ans. Il est renouvelable.	§4. De leden hebben een mandaat van vier jaar dat verlengbaar is.

Section 2 : Fonctionnement	***Afdeling 2: Werking***
Art. 13. Le Conseil scientifique national se réunit au moins trois fois par an, ainsi qu'à la demande d'un membre. Il ne siège valablement que si trois quarts de ses membres sont présents, outre le président et le Secrétariat scientifique national des espèces exotiques envahissantes.	**Art. 13.** De Nationale Wetenschappelijke Raad komt ten minste driemaal per jaar samen, alsook op vraag van een lid. Hij zetelt slechts geldig indien drie vierde van de leden aanwezig zijn, naast de voorzitter en het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat voor de invasieve uitheemse soorten.
Art. 14. Le Conseil scientifique national établit son règlement d'ordre intérieur dans les trois mois après l'entrée en vigueur du présent accord de coopération. Il contient au moins les éléments suivants : 1° la procédure de validation scientifique des tâches exécutées par le Secrétariat scientifique national conformément à l'article 11, §3, en ce compris une possibilité de validation scientifique par voie écrite ; 2° la procédure de remise d'avis au Comité; 3° la collaboration scientifique avec tout autre organe scientifique au niveau belge, européen ou international; 4° la possibilité de mettre en place de groupes de travail.	**Art. 14.** De Nationale Wettenschappelijke Raad stelt zijn huishoudelijk reglement op binnen de drie maanden na de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord. Het bevat minstens de volgende elementen: 1° de wetenschappelijke validatieprocedure voor wat de taken uitgevoerd door het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat betreft overeenkomstig artikel 11, §3, inclusief de mogelijkheid van een schriftelijke wetenschappelijke validatie; 2° de procedure voor het verlenen van adviezen aan het Comité; 3° de wetenschappelijke samenwerking met elk ander wetenschappelijk orgaan op Belgisch, Europees of internationaal niveau; 4° de mogelijkheid om werkgroepen op te richten.
Chapitre 3 : Le Secrétariat scientifique national des espèces exotiques envahissantes	**Hoofdstuk 3 : Het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat voor de invasieve uitheemse soorten**
Section 1 : Mission, composition et siège	***Afdeling 1: Taak, samenstelling en zetel***
Art. 15. § 1er. Le Secrétariat scientifique national des espèces exotiques envahissantes, ci-après Secrétariat scientifique national, est chargé de développer l'expertise scientifique nécessaire à l'exécution coordonnée visée à l'article 2, §1er, 1°.	**Art. 15.** § 1. Het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat voor de invasieve uitheemse soorten, hierna het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat, heeft als taak het opbouwen van de nodige wetenschappelijke expertise voor de gecoördineerde uitvoering bedoeld in artikel 2, §1, 1°.

Il n'exécute pas :	Het is niet belast met de uitvoering van:
1°les tâches exécutées par la Plateforme belge de la Biodiversité conformément à l'article 22;	1° de taken, vermeld in artikel 22, die door het Belgisch biodiversiteitsplatform uitgevoerd worden;
2° les tâches à effectuer sur les espèces exotiques envahissantes marines établies ou pouvant s'établir ou se propager exclusivement dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique. Ces tâches sont exécutées par l'UGMM.	2° de taken die moeten worden uitgevoerd met betrekking tot de invasieve uitheemse mariene soorten die uitsluitend voorkomen of zouden kunnen voorkomen of spreiden in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België. Deze taken worden uitgevoerd door de BMM.
§2. Le Secrétariat scientifique national a pour tâche de :	§2. Het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat heeft de volgende taken:
1° préparer l'élaboration des avis scientifiques nécessaires à la mise en œuvre des tâches coordonnées conformément à l'article 11, § 2;	1° voorbereiden van de uitwerking, overeenkomstig artikel 11, § 2, van de wetenschappelijke adviezen noodzakelijk voor het uitvoeren van de gecoördineerde taken;
2° soutenir les opérations de contrôles en aidant à identifier les espèces contrôlées ainsi qu'en organisant des sessions d'information au profit des personnes habilitées à opérer le contrôle et la surveillance conformément aux législations des parties;	2° ondersteunen van de controleacties door de gecontroleerde soorten te helpen identificeren en door het organiseren van informatiesessies voor de personen die gemachtigd zijn om de controle en het toezicht uit te oefenen conform de wetgevingen van de partijen;
3° identifier les bonnes pratiques de contrôle et de gestion, en ce compris une analyse coûts-bénéfices en vue de prendre une décision relative à l'éradication, au contrôle ou au confinement des espèces;	3° uitwerken van goede controle- en beheerpraktijken, inclusief een kosten-batenanalyse met het oog op het nemen van een beslissing in verband met de uitroeiing, de controle of de indamming van de soorten;
4° évaluer l'efficience des mesures d'éradication, de contrôles et de confinement;	4° evalueren van de efficiëntie van de controle-, uitroeiings- en indammingsmaatregelen;
5° développer les aspects scientifiques liés à l'élaboration du plan d'action national visé à l'article 13 du Règlement EEE, en ce compris l'analyse des voies d'introduction potentielles des espèces exotiques envahissantes visées par le présent accord;	5° uitwerken van de wetenschappelijke aspecten gekoppeld aan de opmaak van het nationaal actieplan, vermeld in artikel 13 van de IUS Verordening, inclusief het analyseren van de potentiële introductieroutes van de invasieve uitheemse soorten bedoeld in dit akkoord;
6° coordonner les systèmes de surveillance mis en place par les autorités compétentes relatifs aux espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union;	6° coördineren van de door de bevoegde overheden ingevoerde surveillancesystemen voor de voor de Unie zorgwekkende invasieve uitheemse soorten;

7° coordonner l'élaboration du rapport belge de mise en œuvre du Règlement EEE;	7° coördineren van de uitwerking van het Belgisch uitvoeringsrapport van de IUS Verordening;
8° développer, actualiser et maintenir un site web portail relatif à la mise en œuvre coordonnée du Règlement EEE en Belgique;	8° uitwerken, updaten en in stand houden van een portaalwebsite betreffende de gecoördineerde uitvoering van de IUS Verordening in België;
9° appuyer au niveau scientifique le représentant belge au Forum européen visé à l'article 7, §2, 12°, littera b);	9° wetenschappelijk ondersteunen van de Belgische vertegenwoordiger bij het Europees Forum, vermeld in artikel 7, §2, 12°, littera b);
10° formuler un avis au Conseil scientifique national d'initiative ou sur toute demande que le conseil formulerait;	10° formuleren van een advies aan de Nationale Wetenschappelijke Raad op eigen initiatief of telkens wanneer de raad daarom vraagt;
11° assurer les tâches de secrétariat administratif du Conseil scientifique national ;	11° uitvoeren van de taken als administratief secretariaat van de Nationale Wetenschappelijke Raad;
12° établir les fiches d'identification relatives aux espèces exotiques envahissantes visées à l'article 37 du présent accord;	12° opmaken van de identificatiefiches van de invasieve uitheemse soorten bedoeld in artikel 37 van onderhavig akkoord;
13° établir les évaluations de risques visées aux articles 26 et 33 du présent accord et le document apportant la preuve que les critères fixés à l'article 4.3 du Règlement EEE sont remplis pour les espèces évaluées;	13° uitwerken van de risicobeoordelingen bedoeld in de artikelen 26 en 33 van onderhavig akkoord en van het document waaruit blijkt dat er voldaan is aan de criteria bepaald in artikel 4, paragraaf 3 van de IUS-Verordening voor de beoordeelde soorten;
14° toute autre tâche scientifique qui lui serait confiée par le Comité.	14° elke andere door het Comité toevertrouwde wetenschappelijk taak.
Art. 16. §1er. Le Secrétariat scientifique national est composé au minimum de deux équivalents temps plein engagés par les autorités compétentes visées à l'article 8, § 1er, 2° à 5°.	**Art. 16.** §1. Het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat is samengesteld uit minstens twee voltijdsequivalenten aangeworven door de bevoegde overheden vermeld in artikel 8, § 1, 2° tot en met 5°.
§2. Le Secrétariat scientifique national est établi dans les locaux de l'Institut Royal des Sciences naturelles de Belgique actant comme institution hôte, conformément à la décision de la Conférence interministérielle de l'Environnement élargie à la politique scientifique du 28 avril 2016 et ce, pour une période de quatre ans, renouvelable, à partir de l'entrée en vigueur de l'accord de coopération.	§2. Het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat is gevestigd in de lokalen van het Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen dat als gastinstelling optreedt, conform de beslissing aangenomen door de Interministeriële Conferentie voor Leefmilieu uitgebreid tot Wetenschapsbeleid op 28 april 2016 en dit voor een verlengbare periode van vier jaar, die vanaf de inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord gaat.

§3. Les modalités d'exécution des paragraphes 1 et 2 sont fixées dans un accord de coopération d'exécution.	§3. Een uitvoerend samenwerkingsakkoord legt de uitvoeringsmodaliteiten voor de paragrafen 1 en 2 vast.
Art. 17. La gestion journalière du Secrétariat scientifique national est assurée par l'institution hôte visée à l'article 16, §2. Elle rapporte annuellement au Comité l'exécution de la gestion journalière au plus tard pour le 15 décembre de l'année en cours.	**Art. 17.** Het dagelijks beheer van het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat wordt verzekerd door de gastinstelling bedoeld in artikel 16, §2. Deze rapporteert jaarlijks en uiterlijk tegen 15 december van het lopende jaar aan het Comité over de uitvoering van het dagelijks beheer.
Section 2 : Fonctionnement	***Afdeling 2 : Werking***
Art. 18. §1er. Le Secrétariat scientifique national établit conjointement avec le Comité une proposition de programme de travail et une estimation de son budget annuel de fonctionnement.	**Art. 18.** § 1. Het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat stelt samen met het Comité een ontwerp van werkprogramma en een raming van zijn jaarlijks werkingsbudget op.
§2. Le Comité soumet le programme de travail pour adoption à la CIE au plus tard le 30 janvier de l'année en cours, après avoir consulté au préalable le Conseil scientifique national.	§2. Het Comité legt het werkprogramma ten laatste op 30 januari van het lopend jaar ter goedkeuring voor aan de ICL, na vooraf de Nationale Wetenschappelijke Raad te hebben geraadpleegd.
Le premier programme de travail est soumis au plus tard trois mois après l'entrée en fonction des deux équivalents temps plein engagés conformément à l'article 16, §1er.	Het eerste werkprogramma wordt uiterlijk drie maanden na de indiensttreding van de twee voltijdsequivalenten aangeworven overeenkomstig artikel 16, §1, voorgelegd.
Le programme de travail approuvé par la CIE est transmis par le Comité pour information au Conseil scientifique national.	Het door de ICL goedgekeurde werkprogramma wordt ter informatie door het Comité voorgelegd aan de Nationale Wetenschappelijke Raad.
§3. Le Comité soumet l'estimation budgétaire visée au paragraphe 1er pour adoption à la CIE au cours du troisième trimestre de l'année précédant l'exercice budgétaire concerné.	§3. Het Comité legt de budgettaire raming bedoeld in paragraaf 1 ter goedkeuring voor aan de ICL in de loop van het derde trimester van het jaar dat het desbetreffende begrotingsjaar voorafgaat.
§4. Sur proposition conjointe du Secrétariat scientifique national et du Comité, la CIE peut modifier le budget de fonctionnement annuel du Secrétariat scientifique national au cours de l'exercice budgétaire concerné.	§4. Op gezamenlijk voorstel van de Nationale Wettenschappelijke Raad en het Comité kan de ICL het jaarlijks werkingsbudget van het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat wijzigen in de loop van het desbetreffende begrotingsjaar.

Art. 19. Le Secrétariat scientifique national établit chaque année son rapport d'activités qui comprend un volet sur l'utilisation du budget annuel de fonctionnement. Il le soumet pour approbation au Comité au plus tard le 15 décembre de l'année en cours, après avoir consulté au préalable le Conseil scientifique national. Le rapport d'activité approuvé est transmis pour information par le Comité au Conseil scientifique national.	**Art. 19.** Het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat stelt elk jaar zijn activiteitenverslag op, dat een luik omvat over de besteding van het jaarlijks werkingsbudget en legt dit uiterlijk op 15 december van het lopende jaar ter goedkeuring voor aan het Comité, na vooraf de Nationale Wettenschappelijke Raad te hebben geraadpleegd. Het goedgekeurde activiteitenverslag wordt ter informatie door het Comité voorgelegd aan de Nationale wetenschappelijke Raad.
Art. 20. §1er. Dans l'exécution de ses tâches, le Secrétariat scientifique national peut s'adjoindre l'expertise de scientifiques appartenant à d'autres institutions scientifiques nationales ou internationales. Il peut également faire appel à l'expertise scientifique du milieu académique.	**Art. 20.** § 1. Bij de uitvoering van zijn taken, kan het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat een beroep doen op de expertise van wetenschappers uit andere nationale of internationale wetenschappelijke instellingen. Het kan tevens een beroep doen op de wetenschappelijke expertise van de academische wereld.
§ 2. Dans l'exécution de ses tâches, le Secrétariat national scientifique collabore régulièrement avec l'UGMM et avec la Plateforme belge de la Biodiversité ainsi qu'avec toute autre institution scientifique concernée.	§ 2. Bij de uitvoering van zijn taken werkt het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat regelmatig samen met de BMM en met het Belgisch Biodiversiteitsplatform en ook met elke andere betrokken wetenschappelijke instelling.
Section 3 : La Conférence interministérielle de l'Environnement	***Afdeling 3 : De Interministeriële Conferentie Leefmilieu***
Art. 21. §1er. Le Comité soumet pour adoption à la CIE : - l'inscription ou le retrait d'espèces exotiques envahissantes de la liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union conformément à l'article 7, §2, 1°; - sur demande initiale d'une partie, l'inscription d'espèces exotiques envahissantes ou leur retrait de la liste nationale conformément à l'article 7, §2, 8°; - la liste des membres désignés du Comité, conformément à l'article 8, §3, en ce compris en cas de modification; - annuellement, le projet de programme de travail du Secrétariat scientifique national visé à l'article 18, §1er; - une estimation du budget annuel de fonctionnement du Secrétariat scientifique national conformément à l'article 18, §1er ainsi que toute modification au cours de l'exercice	**Art. 21.** § 1. Het Comité legt ter goedkeuring voor aan de ICL : - het opnemen of schrappen van invasieve uitheemse soorten op de lijst van voor de Unie zorgwekkende invasieve uitheemse soorten overeenkomstig artikel 7, §2, 1°; - op initieel verzoek van een partij, het opnemen of schrappen van invasieve uitheemse soorten op de nationale lijst overeenkomstig artikel 7, §2, 8°; - de lijst van de aangewezen leden van het Comité overeenkomstig artikel 8, §3, alsook elke wijziging ervan; - jaarlijks het ontwerpwerkprogramma van het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat bedoeld in artikel 18, §1; - een raming van het jaarlijks werkingsbudget van het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat overeenkomstig artikel 18, §1 alsook elke wijziging in de loop van het desbetreffende begrotingsjaar overeenkomstig artikel 18, §2;

budgétaire concerné conformément à l'article 18, §2 ; -annuellement, le rapport d'activités visé à l'article 19 ; - le projet de plan d'action national et le projet final de plan d'action national conformément à l'article 40.	-jaarlijks het activiteitenverslag, vermeld in artikel 19; - het ontwerp van nationaal actieplan en het eindontwerp van nationaal actieplan overeenkomstig artikel 40.
§2. Le Comité soumet pour décision à la CIE tout point de discussion pour lequel un consensus n'est pas atteint conformément à l'article 9, §2.	§2. Het Comité legt elk discussiepunt waarvoor geen consensus is bereikt overeenkomstig artikel 9, §2 ter beslissing voor aan de ICL.
§ 3. Le Comité rapporte annuellement à la CIE, sur base du rapport d'activité visé à l'article 19, l'évaluation qu'il fait de :	§ 3. Het Comité rapporteert jaarlijks aan de Interministeriële CIE en op basis van het activiteitenverslag, vermeld in artikel 19 over de evaluatie die hij uitvoert i.v.m.:
1° l'exécution des tâches du Secrétariat scientifique national au regard du programme de travail; 2° l'utilisation des moyens de fonctionnement au cours de l'année écoulée.	1° de uitvoering van de taken van het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat ten opzichte van het werkprogramma; 2° het gebruik van de werkingsmiddelen gedurende het afgelopen jaar.
Section 4 : La Plateforme belge de la Biodiversité	***Afdeling 4 : Het Belgisch biodiversiteitsplatform***
Art. 22. La Plateforme belge de la Biodiversité est chargée, conformément aux missions scientifiques qui lui sont confiées dans le cadre de l'accord de coopération du 22 janvier 2016 concernant le soutien au développement, à la mise en œuvre et à la gestion de la Plateforme belge de la Biodiversité, de développer l'expertise scientifique suivante en matière d'espèces exotiques envahissantes:	**Art. 22.** Het Belgisch biodiversiteitsplatform is, conform de haar toevertrouwde wetenschappelijke taken in het kader van het samenwerkingsakkoord van 22 januari 2016 betreffende de steun aan de ontwikkeling, de uitvoering en het beheer van het Belgische biodiversiteitsplatform, belast met het opbouwen van de volgende wetenschappelijke expertise inzake invasieve uitheemse soorten:
1° développer et maintenir la coopération et le travail en réseau au sein de la communauté scientifique belge et étrangère active dans le secteur des espèces exotiques envahissantes, ainsi qu'avec les institutions visées à l'article 6, paragraphe 1er;	1° uitbouwen en in stand houden van de samenwerking en de netwerking binnen de Belgische en buitenlandse wetenschappelijke gemeenschap die actief is op het vlak van de invasieve uitheemse soorten alsook met de instellingen vermeld in artikel 6, paragraaf 1;
2° développer, actualiser et maintenir un système national d'information scientifique des espèces exotiques envahissantes;	2° ontwikkelen, updaten en in stand houden van een nationaal informatiesysteem met betrekking tot de invasieve uitheemse soorten;
3° développer les outils nécessaires à l'établissement de listes d'espèces exotiques envahissantes;	3° uitwerken van de nodige instrumenten voor het opstellen van lijsten van invasieve uitheemse soorten;

4° effectuer le développement technique d'outils d'aide à la décision en matière d'espèces exotiques envahissantes comme les protocoles d'analyse de risque.	4° technisch uitwerken van hulpinstrumenten voor de besluitvorming inzake invasieve uitheemse soorten zoals risicoanalyseprotocollen.
Art. 23. La Plateforme belge de la Biodiversité et le Secrétariat national scientifique des espèces exotiques envahissantes coopèrent régulièrement dans la mise en œuvre de leurs missions respectives concernant les espèces exotiques envahissantes. Les modalités de la procédure de collaboration sont fixées dans un accord de coopération d'exécution.	**Art. 23.** Het Belgisch biodiversiteitsplatform en het Nationaal Wettenschappelijk Secretariaat werken regelmatig samen bij de uitvoering van hun respectieve taken met betrekking tot de invasieve uitheemse soorten. Een uitvoerend samenwerkingsakkoord legt de modaliteiten van de samenwerkingsprocedure vast.
TITRE IV. – Liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union, permis, liste nationale et fiches d'identification relatives aux espèces exotiques envahissantes	**TITEL IV. – Lijst van voor de Unie zorgwekkende invasieve uitheemse soorten, vergunningen, nationale lijst en identificatiefiches van de invasieve uitheemse soorten**
Chapitre 1er : Liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union	**Hoofdstuk 1: Lijst van voor de Unie zorgwekkende invasieve uitheemse soorten**
Section 1 : La Commission européenne ou un Etat membre comme demandeur pour lister une espèce	***Afdeling 1: de Europese Commissie of een Lidstaat als aanvrager om een soort op te nemen in de lijst***
Art. 24. §1er. Le Comité détermine, à la demande de la Commission européenne ou d'un Etat membre et sur base de l'analyse des risques communiquée par le demandeur, la proposition de position de la Belgique sur les espèces exotiques envahissantes à ajouter ou à enlever de la liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union.	**Art. 24.** § 1. Op verzoek van de Europese Commissie of van een Lidstaat en op basis van de risicoanalyse bezorgd door de aanvrager, bepaalt het Comité het voorstel van standpunt van België over de invasieve uitheemse soorten die moeten worden toegevoegd aan of geschrapt uit de lijst van voor de Unie zorgwekkende invasieve uitheemse soorten.
§2. A cette fin, il saisit préalablement pour avis le Conseil scientifique national conformément à la procédure et aux délais établis dans l'accord de coopération d'exécution visé à l'article 10.	§2. Het Comité vraagt daarvoor eerst het advies van de Nationale Wetenschappelijk Raad overeenkomstig de procedure en de termijnen bepaald in het uitvoerend samenwerkingsakkoord, vermeld in artikel 10.
Si le Comité se départit de l'avis du Conseil scientifique national, il motive sa décision.	Indien het Comité het advies van de Nationale Wetenschappelijke Raad niet volgt, motiveert het zijn beslissing.
Si le Comité ne reçoit pas, endéans les délais impartis, un avis du Conseil scientifique national, la procédure continue sur base de la proposition d'avis du Secrétariat scientifique national.	Indien het Comité geen advies vanwege de Nationale Wetenschappelijke Raad ontvangt binnen de toegestane termijnen, loopt de procedure verder op basis van het adviesvoorstel van het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat.

§3. Le Comité soumet à la CIE pour adoption la proposition de position de la Belgique sur les espèces exotiques envahissantes à ajouter ou à enlever de la liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union visées au paragraphe 1er.	§3. Het Comité legt het voorstel van standpunt van België over de invasieve uitheemse soorten bedoeld in paragraaf 1 die moeten worden toegevoegd aan of geschrapt uit de lijst van voor de Unie zorgwekkende invasieve uitheemse soorten ter beslissing voor aan de ICL.
Section 2 : Une partie comme demandeur pour lister une espèce	***Afdeling 2: Een partij als aanvrager om een soort op te nemen op de lijst***
Art. 25. Lorsqu'une partie souhaite, au nom de la Belgique, faire ajouter ou retirer une espèce exotique envahissante de la liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union, elle envoie sa demande au Comité, laquelle contient des éléments préliminaires d'ordre scientifique en termes d'impacts sur la biodiversité, la santé humaine, la santé animale ainsi que tout autre impact pertinent, y compris l'impact économique. La procédure visée à l'article 24, §2 et 3, s'applique.	**Art. 25.** Wanneer een partij namens België een invasieve uitheemse soort wil toevoegen aan of verwijderen uit de lijst van voor de Unie zorgwekkende invasieve uitheemse soorten, stuurt zij haar aanvraag naar het Comité. Die aanvraag bevat voorlopige elementen van wetenschappelijke aard betreffende de impact op de biodiversiteit, de gezondheid van mens en dier en elke andere relevante impact, inclusief de economische impact. De procedure bedoeld in artikel 24, §2 en § 3, is van toepassing.
Art. 26. § 1er. Le Comité prend, sur base de l'avis du Conseil scientifique national, la décision d'opérer ou non une évaluation des risques de l'espèce exotique envahissante faisant l'objet de la demande visée à l'article 25, §1er. Si le Comité décide de ne pas opérer d'évaluation des risques, la demande de la partie est rejetée. Le Comité motive sa décision. Si le Comité décide d'opérer l'évaluation des risques, le Secrétariat scientifique national établit cette évaluation ainsi que le document comprenant la preuve que les critères fixés à l'article 4, paragraphe 3, du Règlement EEE sont remplis. Cette évaluation des risques est validée par le Conseil scientifique national conformément à l'article 11, paragraphe 3.	**Art. 26.** § 1. Het Comité beslist, op basis van het advies van de Nationale Wetenschappelijke Raad, om al dan niet een risicobeoordeling uit te voeren van de invasieve uitheemse soort waarover de in artikel 25, §1, bedoelde aanvraag handelt. Indien het Comité beslist om geen risicobeoordeling uit te voeren, wordt de aanvraag van de partij afgewezen. Het Comité motiveert zijn beslissing. Indien het Comité beslist om de risicobeoordeling uit te voeren, wordt deze uitgevoerd door het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat dat ook het document opstelt waaruit blijkt dat voldaan is aan de criteria bepaald in artikel 4, paragraaf 3, van de IUS-Verordening. Deze risicobeoordeling wordt gevalideerd door de Nationale Wetenschappelijke Raad overeenkomstig artikel 11, paragraaf 3.

§ 2. Le Comité décide, sur base notamment des résultats de l'évaluation des risques, de soumettre ou de ne pas soumettre à la Commission européenne une demande officielle de la Belgique pour lister ou retirer l'espèce exotique envahissante qui a fait l'objet de l'évaluation des risques visée au paragraphe 1. Le Comité motive sa décision. La demande officielle pour lister ou retirer l'espèce contient les éléments fixés à l'article 4, paragraphe 3 du Règlement EEE.	§ 2. Het Comité beslist, met name op basis van de resultaten van de risicobeoordeling, om een officiële aanvraag van België om de invasieve uitheemse soort waarover de in paragraaf 1 bedoelde risicobeoordeling handelde op te nemen op of te schrappen uit de lijst, al dan niet in te dienen bij de Europese Commissie. Het Comité motiveert zijn beslissing. De officiële aanvraag om de soort op te nemen op of te schrappen uit de lijst bevat de elementen bedoeld in artikel 4, paragraaf 3 van de IUS-Verordening.
Chapitre 2 : Permis	**Hoofdstuk 2 : Vergunningen**
Section 1 : Permis au sens de l'article 8 du Règlement EEE	***Afdeling 1 : Vergunning in de zin van artikel 8 van de IUS-Verordening***
Art. 27. §1er. Toute demande de permis au sens de l'article 8 du Règlement EEE reçue par une autorité compétente est immédiatement notifiée pour information au Comité.	**Art. 27.** § 1. Elke vergunningsaanvraag in de zin van artikel 8 van de IUS-Verordening die een bevoegde overheid ontvangt wordt onmiddellijk ter informatie genotificeerd aan het Comité.
Art. 28. §1er. Lorsque plusieurs demandes de permis, visées à l'article 27 et portant sur la même espèce exotique envahissante préoccupante pour l'Union, sont conjointement faites par un même demandeur auprès de plusieurs autorités compétentes afin de permettre des travaux de recherche, une conservation ex situ ou l'amélioration de la santé humaine, une coordination est organisée au sein du Comité conformément à l'accord de coopération d'exécution visé à l'article 10. L'avis du Conseil national scientifique est préalablement requis conformément à l'article 11, § 1er. § 2. Lorsqu'il est établi que plusieurs demandes de permis visées à l'article 27 sont manifestement interconnectées, le paragraphe 1 s'applique. La connexion entre plusieurs demandes de permis s'établit notamment au vu du nombre et du type de spécimens identiques concernant une même espèce exotique envahissante.	**Art. 28.** § 1. Wanneer meerdere aanvragen voor vergunningen die handelen over dezelfde voor de Unie zorgwekkende invasieve uitheemse soort tegelijkertijd ingediend zijn door eenzelfde aanvrager bij meerdere bevoegde overheden, omwille van onderzoeksdoeleinden, ex situ bewaring of het bevorderen van de menselijke gezondheid, wordt er gecoördineerd binnen het Comité, conform het uitvoerend samenwerkingsakkoord bedoeld in artikel 10. Het advies van de Nationale Wetenschappelijke Raad is vooraf vereist overeenkomstig artikel 11, § 1. § 2. Wanneer het vast staat dat meerdere vergunningsaanvragen bedoeld in artikel 27 duidelijk aan elkaar gekoppeld zijn, is paragraaf 1 van toepassing. De samenhang tussen meerdere vergunningsaanvragen wordt met name bepaald op basis van het aantal en het soort identieke specimens van eenzelfde invasieve uitheemse soort.

§ 4. En cas d'avis positif du Comité, et sous réserve du respect des conditions visées à l'article 8.2 et 8.3 du Règlement EEE, les autorités compétentes concernées, chacune pour ce qui les concerne, délivrent les permis conformément à leur législation. Elles en informent le Comité dans les plus brefs délais.	§ 4. In geval van een gunstig advies van het Comité en onder voorbehoud van de naleving van de voorwaarden vermeld in artikel 8.2 en 8.3 van de IUS Verordening, reiken de betrokken bevoegde overheden de vergunningen uit in overeenstemming met hun wetgeving. Zij brengen het Comité hiervan zo spoedig mogelijk op de hoogte
Chaque autorité compétente concernée rend, dans les meilleurs délais, accessibles au public via internet les informations requises à l'article 8.7 du Règlement EEE.	Elke betrokken bevoegde overheid maakt de informatie vermeld in artikel 8.7 van de IUS Verordening zo spoedig mogelijk toegankelijk voor het publiek via internet.
§ 5. En cas d'avis négatif du Comité, les autorités compétentes concernées ne délivrent pas conformément à leur législation les permis demandés et indiquent les motifs de refus ainsi que les voies de recours applicables. Elles en informent le Comité dans les plus brefs délais.	§ 5. In geval van een negatief advies van het Comité, reiken de betrokken bevoegde overheden de aangevraagde vergunningen niet uit in overeenstemming met hun wetgeving en geven zij de redenen op van de weigering evenals de rechtsmiddelen die van toepassing zijn. Zij brengen het Comité hiervan zo spoedig mogelijk op de hoogte.
Art. 29. En cas de situation justifiant le retrait ou la suspension d'un permis octroyé conformément à l'article 28 par l'une des autorités compétentes, cette dernière en informe immédiatement le Comité qui organise une coordination conformément à l'accord de coopération d'exécution visé à l'article 10 pour déterminer si la procédure de retrait doit concerner les autres permis octroyés.	**Art. 29.** In geval van een situatie waarbij de intrekking of de schorsing van een in overeenstemming met artikel 28 uitgereikte vergunning door een van de bevoegde overheden verantwoord is, brengt deze laatste het Comité, dat de coördinatie organiseert conform het uitvoerend samenwerkingsakkoord bedoeld in artikel 10, hiervan onmiddellijk op de hoogte om te bepalen of de intrekkingsprocedure ook betrekking zou moeten hebben op de andere uitgereikte vergunningen.
En cas d'avis positif du Comité pour retirer ou suspendre un ou plusieurs autres permis et sous réserve du respect des conditions visées à l'article 8.2 et 8.3 du Règlement EEE, les autorités compétentes concernées, chacune pour ce qui les concerne, entament conformément à leur législation la procédure de retrait du permis qu'elles ont octroyé. Elles indiquent les motifs du retrait ou de la suspension ainsi que les voies de recours applicable. Elles en informent le Comité dans les plus brefs délais.	In geval van een gunstig advies vanwege het Comité om een of meerdere vergunningen in te trekken of te schorsen en onder voorbehoud van de naleving van de voorwaarden vermeld in artikel 8.2 en 8.3 van de IUS Verordening, starten de betrokken bevoegde overheden in overeenstemming met hun wetgeving de procedure voor het intrekken van de door hen verleende vergunning. Zij geven de redenen op van de intrekking of de schorsing evenals de rechtsmiddelen die van toepassing zijn. Zij brengen het Comité hiervan zo spoedig mogelijk op de hoogte.

Section 2 : Permis au sens de l'article 9 du Règlement EEE exigeant une autorisation préalable de la Commission européenne	*Afdeling 2 : vergunning in de zin van artikel 9 van de IUS-Verordening waarbij een voorafgaande toelating van de Europese Commissie vereist is*
Art. 30. Toute demande de permis au sens de l'article 9 du Règlement EEE reçue par une autorité compétente est immédiatement notifiée pour information au Comité.	**Art. 30.** Elke aanvraag voor een vergunning in de zin van artikel 9 van de IUS-Verordening die een bevoegde overheid ontvangt wordt onmiddellijk ter informatie genotificeerd aan het Comité.
Art. 31. §1er. Lorsque plusieurs demandes de permis, visées à l'article 30 et portant sur la même espèce exotique envahissante préoccupante pour l'Union, sont faites conjointement par un même demandeur auprès de plusieurs autorités compétentes, une coordination est mise en place au sein du Comité conformément à l'accord de coopération d'exécution visé à l'article 10. Le Comité examine si la demande respecte les critères relatifs à l'existence d'un intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, prévus à l'article 9.1 du Règlement EEE. L'avis du Conseil national scientifique est préalablement requis conformément à l'article 11, §1er.	**Art. 31.** §1. Wanneer meerdere vergunningsaanvragen, bedoeld in artikel 30 en die handelen over dezelfde voor de Unie zorgwekkende invasieve uitheemse soort tegelijkertijd door eenzelfde aanvrager ingediend zijn bij meerdere bevoegde overheden, overeenkomstig artikel 9 van de IUS Verordening, wordt er gecoördineerd binnen het Comité, overeenkomstig het uitvoerend samenwerkingsakkoord bedoeld in artikel 10. Het Comité onderzoekt of de aanvraag de criteria met betrekking tot het bestaan van een dwingend algemeen belang, onder andere van sociale of economische aard, vermeld in artikel 9.1 van de IUS Verordening, respecteert. Het advies van de Nationale Wetenschappelijke Raad is vooraf vereist conform artikel 11, §1.
§ 2. En cas d'avis positif du Comité, chaque autorité compétente concernée soumet, de manière coordonnée et conformément à sa législation, la demande d'autorisation au moyen du système établi par la Commission européenne figurant à l'article 9.2 du Règlement EEE.	§ 2. In geval van een gunstig advies van het Comité, dient elke betrokken bevoegde overheid, op een gecoördineerde manier en in overeenstemming met haar wetgeving, de toelatingsaanvraag in door middel van het door de Europese Commissie opgezette systeem vermeld in artikel 9.2 van de IUS Verordening.
§ 3. En cas d'avis négatif du Comité, les autorités compétentes concernées notifient au demandeur, conformément à leur législation, que sa demande de permis au sens de l'article 9 du Règlement EEE est refusée et ne sera pas introduite dans le système d'autorisation visé au paragraphe 2. Elles indiquent les motifs de refus ainsi que les voies de recours applicables.	§ 3. In geval van een negatief advies van het Comité, stellen de betrokken bevoegde overheden de aanvrager, conform hun wetgeving, in kennis van het feit dat zijn aanvraag voor een vergunning in de zin van artikel 9 van de IUS Verordening geweigerd is en niet ingediend zal worden via het in paragraaf 2 bedoelde systeem. Zij geven de redenen op voor de weigering evenals de rechtsmiddelen die van toepassing zijn.

§ 4. Sous réserve de l'octroi de l'autorisation par la Commission européenne conformément à l'article 9 du Règlement EEE et du respect des conditions visées à l'article 8.2 et 8.3 du règlement, les autorités compétentes concernées délivrent, chacune pour ce qui les concerne et conformément à leur législation, les permis requis. Ces permis comportent l'ensemble des dispositions figurant dans l'autorisation délivrée par la Commission européenne. Les autorités compétentes concernées en informent sans délais le Comité.	§ 4. Onder voorbehoud van de toekenning van de toelating door de Europese Commissie conform artikel 9 van de IUS Verordening en van de naleving van de voorwaarden bepaald in artikel 8.2 en 8.3 van de verordening, reiken de betrokken bevoegde overheden, elk wat hen betreft en in overeenstemming met hun wetgeving, de gevraagde vergunningen uit. Deze vergunningen bevatten alle bepalingen die vermeld zijn in de door de Europese Commissie verleende toelating. De bevoegde overheden brengen het Comité hiervan onverwijld op de hoogte.
Chapitre 3 : Liste nationale	**Hoofdstuk 3 : Nationale lijst**
Art. 32. Les parties peuvent adopter une liste nationale d'espèces exotiques envahissantes sous la forme d'un accord de coopération d'exécution.	**Art. 32.** De partijen kunnen een nationale lijst van invasieve uitheemse soorten aannemen in de vorm van een uitvoerend samenwerkingsakkoord.
Art. 33. La partie qui souhaite proposer l'ajout ou le retrait d'une espèce exotique envahissante de la liste nationale saisit préalablement le Comité via l'autorité compétente qui la représente. La demande contient une évaluation des risques conformément à l'article 5.1 a), b), c), d), f), g) et h) du Règlement EEE ainsi qu'une courte description des mesures de prévention et de gestion jugées efficaces pour réduire la dispersion et l'impact de l'espèce exotique envahissante. La procédure établie dans l'accord de coopération d'exécution visé à l'article 10 s'applique.	**Art. 33.** De partij die wenst voor te stellen om een invasieve uitheemse soort op te nemen in of te schrappen uit de nationale lijst, wendt zich vooraf tot het Comité via de bevoegde overheid die haar vertegenwoordigt. De aanvraag bevat een risicobeoordeling conform artikel 5.1 a), b), c), d), f), g) en h) van de IUS Verordening evenals een korte beschrijving van de preventie- en beheersmaatregelen die efficiënt worden bevonden om de verspreiding en de impact van de invasieve uitheemse soort te beperken. De procedure bepaald in het in artikel 10 bedoelde uitvoerend samenwerkingsakkoord is van toepassing.
Art. 34. §1er. Le Comité transmet pour avis l'évaluation des risques au Conseil scientifique national. La procédure établie dans l'accord de coopération d'exécution visé à l'article 10, 2° s'applique. § 2. Le Comité décide d'ajouter ou de retirer l'espèce proposée de la liste nationale. Il motive sa décision et en informe sans délais le Conseil scientifique national.	**Art. 34.** § 1. Het Comité bezorgt de risicobeoordeling voor advies aan de Nationale Wetenschappelijke Raad. De procedure bepaald in het in artikel 10, 2° bedoelde uitvoerend samenwerkingsakkoord is van toepassing. § 2. Het Comité beslist om de voorgedragen soort op te nemen of te schrappen uit de nationale lijst. Het motiveert zijn beslissing en brengt de Nationale Wetenschappelijke Raad hiervan onverwijld op de hoogte.

§ 3. Conformément à la décision prise en vertu du paragraphe 2, le Comité propose à la CIE d'inscrire ou de retirer l'espèce exotique envahissante proposée par une partie.	§ 3. Overeenkomstig de beslissing op grond van paragraaf 2, stelt het Comité aan de ICL voor om de door een partij, voorgedragen invasieve uitheemse soort op te nemen of te schrappen.
Section 1 : Restrictions et autres mesures applicables à la liste nationale	***Afdeling 1 : Beperkingen en andere maatregelen van toepassing op de nationale lijst***
Art. 35. §1er. Les mesures visées à l'article 7.1, 8 et 9 du Règlement EEE sont applicables à la liste nationale. Chaque autorité compétente décide s'il y a lieu d'appliquer sur son territoire ou dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique, les mesures visées aux articles 13 à 17, 19 et 20 du Règlement EEE. Elle en informe le Comité conformément à l'article 1, §3. § 3. Les dispositions prévues aux articles 27 et 28 du présent accord et les articles 30 et 31 du Règlement EEE s'appliquent également aux espèces exotiques envahissantes de la liste nationale.	**Art. 35.** § 1. De maatregelen bedoeld in artikel 7.1, 8 en 9 van de IUS Verordening zijn van toepassing op de nationale lijst. Elke bevoegde overheid beslist of de maatregelen bedoeld in artikel 7,1. b), c), g), h) en 8, 13 tot 17, 19 en 20 van de verordening dienen te worden toegepast op zijn grondgebied of in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België, en brengt het Comité hiervan op de hoogte conform artikel 1, §3. § 3. De bepalingen uit de artikelen 27 en 28 van onderhavig akkoord en de artikelen 30 en 31 van de IUS-Verordening zijn ook van toepassing op de invasieve uitheemse soorten uit de nationale lijst.
Section 2 : Notification	***Afdeling 2 : Notificatie***
Art. 36. Les autorités compétentes notifient de manière coordonnée la liste nationale visée à l'article 32 et les mesures visées à l'article 35, paragraphe 1er qui s'y appliquent : 1° à l'Organisation mondiale du Commerce; 2° à la Commission européenne et aux Etats membres via la Représentation Permanente de la Belgique auprès de l'Union européenne.	§4. De bevoegde overheden brengen op een gecoördineerde manier de in artikel 32 bedoelde nationale lijst en de in artikel 35, paragraaf 1 bedoelde maatregelen die daarop van toepassing zijn ter kennis van : 1° de Wereldhandelsorganisatie; 2° de Europese Commissie en de Lidstaten via de Permanente Vertegenwoordiging van België bij de Europese Unie.

Chapitre 4: Fiches d'identification relatives aux espèces exotiques envahissantes	**Hoofdstuk 4: Gegevensfiches van de invasieve uitheemse soorten**
Art. 37. Le Secrétariat scientifique national établit une fiche d'identification pour chaque espèce exotique envahissante préoccupante pour l'Union et chaque espèce exotique envahissante de la liste nationale, sauf pour les espèces marines dont la fiche est établie sur le même canevas par l'UGMM conformément à l'article 15, paragraphe 1er, 2°. Il établit cette fiche dès que le Comité a décidé favorablement de lister au niveau européen ou au niveau national une espèce exotique envahissante, conformément aux articles 24, paragraphe 2 et 34, paragraphe 2. Elle comprend notamment les données relatives à : 1° son statut biologique; 2° sa présence et sa répartition sur le territoire belge ou dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique; 3° ses données d'occurrence connues en Belgique; 4° les menaces éventuelles que présentent ces espèces pour les parties et les États membres voisins; 5° les mesures d'éradication à prendre conformément à l'article 17 du Règlement EEE ; 6° la possibilité de demander une dérogation en vertu de l'article 18 du Règlement EEE; 7°les mesures de contrôle et de confinement à prendre au cas où aucune mesure d'éradication ne serait prise conformément à l'article 18.4 du Règlement EEE, si applicable; 8° les mesures de gestion à prendre conformément à l'article 19 du Règlement EEE; 9° les mesures de restauration appropriées à prendre conformément à l'article 20 du Règlement EEE.	**Art. 37.** Het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat stelt een identificatiefiche op voor elke voor de Unie zorgwekkende invasieve uitheemse soort en voor elke invasieve uitheemse soort uit de nationale lijst, behalve voor de mariene soorten waarvoor de fiche volgens hetzelfde stramien wordt opgesteld door de BMM conform artikel 15, paragraaf 1, 2°. Deze fiche wordt opgesteld van zodra het Comité beslist heeft om een invasieve uitheemse soort op Europees of nationaal niveau op te nemen in de lijst, overeenkomstig artikelen 24, paragraaf 2 en 34, paragraaf 2. Deze fiche bevat met name gegevens in verband met: 1° zijn biologische status; 2° zijn aanwezigheid en zijn verspreiding op het Belgische grondgebied of in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België; 3° zijn gekende vindplaatsen in België; 4° de eventuele bedreigingen die deze soorten vormen voor de partijen en de buurlanden; 5° de uitroeiingsmaatregelen die moeten worden genomen conform artikel 17 van de IUS Verordening; 6° de mogelijkheid om een afwijking aan te vragen op grond van artikel 18 van de IUS Verordening; 7° de controle- en indammingsmaatregelen die moeten worden genomen indien er geen uitroeiingsmaatregelen werden genomen conform artikel 18.4 van de IUS Verordening; 8° de beheersmaatregelen die moeten worden genomen conform artikel 19 van de IUS Verordening; 9° de passende herstelmaatregelen die moeten worden genomen conform artikel 20 van de IUS Verordening.
§ 2. Le Conseil scientifique national valide la fiche visée au paragraphe 1er conformément à l'article 11, § 3.	§ 2. De Nationale Wetenschappelijke Raad keurt de in paragraaf 1 vermelde fiche goed overeenkomstig artikel 11, § 3.

TITRE V. – Mesures d'urgence	TITEL V. – Noodmaatregelen
Art. 38. §1er. Lorsqu'une autorité compétente dispose d'éléments de preuve indiquant la présence ou un risque imminent d'introduction sur le territoire belge ou dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique d'une espèce exotique envahissante qui ne figure pas sur la liste de l'Union mais qui, sur la base de preuves scientifiques préliminaires, est susceptible de remplir les critères pour être qualifiée d'espèce exotique envahissante préoccupante pour l'Union, elle le notifie sans délai au Comité.	**Art. 38.** § 1. Wanneer een bevoegde overheid over bewijselementen beschikt dat een invasieve uitheemse soort die niet is opgenomen in de Unielijst, maar waarvan op basis van voorlopig wetenschappelijk bewijs kan worden vastgesteld dat de soort waarschijnlijk voldoet aan de criteria van een voor de Unie zorgwekkende invasieve uitheemse soort, zich op Belgisch grondgebied of in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België bevindt of dat er een dreigend risico is voor de introductie ervan op het Belgisch grondgebied, brengt hij het Comité hiervan onverwijld op de hoogte.
Le Comité évalue, conformément à l'accord de coopération d'exécution visé à l'article 10, la nécessité de fixer des objectifs communs pour les mesures d'urgence à prendre par chacune des autorités compétentes concernées et le cas échéant, de prendre des mesures d'urgence conjointes.	Het Comité evalueert overeenkomstig het uitvoerend samenwerkingsakkoord vermeld in artikel 10, of het noodzakelijk is dat er gemeenschappelijke doelstellingen worden bepaald voor de noodmaatregelen die door elke van de betrokken bevoegde overheden dienen te worden genomen en of er eventueel gezamenlijke noodmaatregelen dienen te worden genomen.
L'avis du Conseil scientifique national est préalablement requis conformément à l'article 11, §1er.	Het advies van de Nationale Wetenschappelijke Raad is vooraf vereist overeenkomstig artikel 11, § 1.
§ 2. Lorsque le Comité est d'avis que des mesures d'urgence conjointes doivent être prises, il les fixe conformément à la procédure visée dans l'accord de coopération d'exécution visé à l'article 10.	§ 2. Wanneer het Comité van mening is dat er gezamenlijke noodmaatregelen moeten worden genomen, legt het die vast conform de procedure vermeld in het in artikel 10 bedoelde uitvoerend samenwerkingsakkoord.
Les autorités compétentes concernées notifient à la Commission européenne et aux autres Etats membres, de manière coordonnée via la Représentation Permanente de la Belgique auprès de l'Union européenne, les mesures d'urgence conjointes prises conformément à l'article 7.1, a), d) ou e) du Règlement EEE.	De betrokken bevoegde overheden stellen de Europese Commissie en de andere Lidstaten in kennis van de gezamenlijke noodmaatregelen genomen conform artikel 7.1. a), d) of e) van de IUS-Verordening, en dit op een gecoördineerde manier via de Permanente Vertegenwoordiging van België bij de Europese Unie.
Le Comité supervise la mise en œuvre des mesures d'urgence conjointes visées au paragraphe 2.	Het Comité superviseert het uitvoeren van de gezamenlijke noodmaatregelen bedoeld in paragraaf 2.

Le Secrétariat scientifique national réalise une évaluation des risques conformément à l'article 5 du Règlement EEE, dans un délai de vingt-quatre mois à compter de la date d'adoption de la décision d'instaurer des mesures d'urgence conjointes, en vue d'inscrire l'espèce visée au paragraphe 1er sur la liste de l'Union conformément à la procédure établie à l'article 10 du règlement.	Het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat voert binnen de vierentwintig maanden na de datum waarop het besluit is genomen om gezamenlijke noodmaatregelen te nemen, een risicobeoordeling overeenkomstig artikel 5 van de IUS Verordening uit, teneinde de in paragraaf 1 bedoelde soort op te nemen in de Unielijst conform de in artikel 10 van de verordening bepaalde procedure.
§ 3. Lorsque, conformément à l'article 10.7 du Règlement EEE, la Commission européenne n'inscrit pas l'espèce exotique envahissante sur la liste de l'Union, le Comité coordonne l'abrogation des mesures d'urgence conjointes. Le Comité analyse la nécessité d'inscrire l'espèce sur la liste nationale ou d'envisager une coopération renforcée avec des Etats membres.	§ 3. Wanneer, in overeenstemming met artikel 10.7 van de IUS-Verordening, de Europese Commissie de invasieve uitheemse soort niet opneemt in de Unielijst, coördineert het Comité de intrekking van de gezamenlijke noodmaatregelen. Het Comité onderzoekt of het noodzakelijk is om de soort op te nemen in de nationale lijst of om een versterkte samenwerking met Lidstaten te overwegen.
§ 4. Lorsque le Comité est d'avis qu'une seule autorité compétente doit prendre des mesures d'urgence, celle-ci informe le Comité, conformément à l'article 2, §3, des mesures d'urgence qu'elle prend.	§ 4. Wanneer het Comité van mening is dat slechts één bevoegde overheid noodmaatregelen moet nemen, brengt deze laatste, conform artikel 2, §3, het Comité op de hoogte van de noodmaatregelen die zij neemt.
TITRE VI. – Plan d'action national	**TITEL VI. – Nationaal actieplan**
Art. 39. §1er. Le Secrétariat scientifique national réalise au minimum, sur base d'informations envoyées préalablement par chaque autorité compétente : 1°une analyse complète des voies d'introduction et de propagation non intentionnelles d'espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union sur le territoire belge, sauf pour les espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union vivant exclusivement dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique et pour lesquelles les voies d'introduction et de propagation non intentionnelles sont analysées par l'UGMM ; 2° une analyse identifiant les voies prioritaires au sens de l'article 13 du Règlement EEE à coordonner entre les autorités compétentes sauf pour les voies prioritaires relatives aux espèces exotiques préoccupantes pour l'Union vivant exclusivement dans les espaces marins sous	**Art. 39.** §1. Op basis van vooraf door elke bevoegde overheid bezorgde informatie voert het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat minstens: 1° een volledige analyse uit van de onopzettelijke introductie- en verspreidingsroutes van voor de Unie zorgwekkende invasieve uitheemse soorten op het Belgisch grondgebied, behalve voor de voor de Unie zorgwekkende invasieve uitheemse soorten die uitsluitend voorkomen in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België en waarvoor de onopzettelijke introductie- en verspreidingsroutes geanalyseerd worden door de BMM; 2° een analyse uit voor het identificeren van de prioritaire routes in de zin van artikel 13 van de IUS Verordening die moeten gecoördineerd worden tussen de bevoegde overheden behalve voor de prioritaire routes van de voor de Unie zorgwekkende invasieve uitheemse soorten die

juridiction de la Belgique dont l'analyse est faite par l'UGMM;	uitsluitend voorkomen in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België waarvoor de analyse uitgevoerd word door de BMM;
§ 2. Le Conseil scientifique national valide les analyses du Secrétariat scientifique national dans un délai de trente jours maximum à dater de leur réception.	§ 2. De Nationale Wetenschappelijke Raad valideert de analyses van het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat binnen een termijn van maximum dertien dagen nadat hij die ontvangen heeft.
§ 3. L'UGMM consulte le Conseil scientifique national avant d'envoyer au Comité les analyses qu'il a faites conformément au paragraphe 1er.	§ 3. De BMM raadpleegt de Nationale Wetenschappelijke Raad voor hij de analyses die hij heeft uitgevoerd conform paragraaf 1 verstuurt naar het Comité.
§ 4. Le Secrétariat scientifique national envoie sans délai pour information au Comité les analyses validées par le Conseil scientifique national.	§ 4. Het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat verstuurt de door de Nationale Wetenschappelijke Raad gevalideerde analyses onmiddellijk ter informatie naar het Comité.
§ 5. Le Secrétariat scientifique national élabore un projet de plan d'action national conformément à l'article 13 du Règlement EEE sur base des analyses validées par le Conseil scientifique national, sauf pour les espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union vivant exclusivement dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique pour lesquelles l'UGMM élabore cette partie du plan d'action national.	§ 5. Op basis van de door de Nationale Wetenschappelijke Raad gevalideerde analyses werkt het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat een voorstel uit voor een nationaal actieplan overeenkomstig artikel 13 van de IUS Verordening, behalve voor de voor de Unie zorgwekkende invasieve uitheemse soorten die uitsluitend voorkomen in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België waarvoor de BMM dit deel van het nationale actieplan uitwerkt.
Il le soumet pour validation au Conseil scientifique national qui statue sur la validité scientifique de ce projet dans les trente jours à dater de sa réception.	Hij legt het ter validatie voor aan de Nationale Wetenschappelijke Raad die spreekt zich uit over de wetenschappelijke validatie van dit voorstel binnen de dertien dagen nadat hij dit heeft ontvangen.
En cas d'avis négatif reçu, le Secrétariat scientifique national élabore un nouveau projet dans les trente jours de la réception de cet avis en tenant compte des remarques émises par le Conseil scientifique national. Ce dernier statue sur la validité de ce nouveau projet dans les quinze jours à dater de sa réception.	In geval van een ongunstig advies, werkt het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat binnen de dertien dagen na ontvangst van dit advies een nieuw voorstel uit, daarbij rekening houdende met de opmerkingen geformuleerd door de Nationale Wetenschappelijke Raad die zich binnen de twee weken na de ontvangst ervan uitspreekt over de validiteit van dit nieuwe voorstel.

§ 6. Le Secrétariat scientifique national et l'UGMM transmettent au Comité dans un délai de dix-huit mois à compter de l'adoption de la liste de l'Union ou de son actualisation la partie du projet de plan d'action national les concernant.	§ 6. Binnen een termijn van achttien maanden nadat de Unielijst werd aangenomen of geactualiseerd, bezorgen het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat en de BMM dat deel van het voorstel voor een nationaal actieplan dat hen aanbelangt aan het Comité.
Art. 40. § 1er. Le Comité approuve le projet de plan d'action national et le soumet pour adoption à la CIE dans un délai de vingt et un mois à compter de l'adoption de la liste de l'Union ou de son actualisation. § 2. Les autorités compétentes soumettent de manière concomitante à consultation publique et conformément à leur législation le projet de plan d'action national approuvé par la CIE.	**Art. 40.** § 1. Het Comité keurt het voorstel van nationaal actieplan goed en legt dit binnen een termijn van eenentwintig maanden nadat de Unielijst werd aangenomen of geactualiseerd ter goedkeuring voor aan de ICL. § 2. De bevoegde overheden onderwerpen het ontwerp van nationaal actieplan zoals goedgekeurd door de ICL gelijktijdig aan een publieksraadpleging, dit in overeenstemming met hun wetgeving.
§ 3. Les autorités compétentes analysent les réclamations, observations et commentaires émis et envoient leur rapport d'analyse au Comité dans un délai de trois mois à dater de la clôture de la consultation publique. Le Comité examine les rapports et détermine avec l'appui du Secrétariat scientifique national et en tenant dûment compte de la consultation publique, les amendements éventuels à opérer au projet de plan d'action national dans un délai de quatre mois à dater de leur réception. § 4. Le Comité soumet pour adoption à la CIE le projet final de plan d'action national dans un délai de trente mois à compter de l'adoption de la liste de l'Union ou de son actualisation. § 5. La procédure d'élaboration du plan prévue aux paragraphes 1 à 4 s'applique en cas de révision de ce dernier. § 6. Le Comité supervise l'exécution des mesures du plan d'action national.	§ 3. De bevoegde overheden analyseren de geformuleerde bezwaren, opmerkingen en commentaren en bezorgen hun analyserapport aan het Comité binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de afsluiting van de publieksraadpleging. Het Comité bestudeert de rapporten en bepaalt met de steun van het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat en rekening houdend met de publieksraadpleging welke eventuele amendementen er moeten worden aangebracht in het ontwerp van nationaal actieplan binnen een termijn van vier maanden na ontvangst van die rapporten. § 4. Het Comité legt het definitieve ontwerp van nationaal actieplan ter goedkeuring voor aan de ICL binnen een termijn van dertien maanden nadat de Unielijst werd aangenomen of geactualiseerd. § 5. De procedure voor de uitwerking van het plan bedoeld in de paragrafen 1 tot 4 is van toepassing op de herziening ervan. § 6. Het Comité superviseert de uitvoering van de maatregelen van het nationaal actieplan.

Art. 41. Lors de l'adoption au niveau européen de toute nouvelle espèce exotique envahissante préoccupante pour l'Union, le plan d'action national est adapté pour ces espèces conformément à la procédure prévue aux articles 39 et 40.	**Art. 41.** Bij de opname op Europees niveau van elke nieuwe voor de Unie zorgwekkende invasieve uitheemse soort, wordt het nationaal actieplan aangepast voor die soorten, conform de procedure vermeld in de artikelen 39 en 40.
TITRE VII. – Coopération entre la Belgique et les autorités compétentes nationales des Etats membres	**TITEL VII. – Samenwerking tussen België en de nationale bevoegde overheden van de Lidstaten**
Chapitre 1er : Espèces exotiques envahissantes préoccupantes au niveau régional	**Hoofdstuk 1: Voor een regio zorgwekkende invasieve uitheemse soorten**
Art. 42. § 1er. Le Comité peut, sur base de la liste nationale visée à l'article 32, déterminer que certaines espèces exotiques envahissantes requièrent une coopération au niveau des Etats qui partagent un des critères énumérés à l'article 22.1, a) à d) du Règlement EEE ou tout autre préoccupation commune au niveau régional. Cette détermination se fait sur base de l'avis du Conseil scientifique national, rendu à son initiative ou saisi préalablement par le Comité.	**Art. 42.** § 1. Het Comité kan, op basis van de nationale lijst zoals vermeld in artikel 32 bepalen dat sommige invasieve uitheemse soorten een samenwerking vereisen tussen de Lidstaten die een van de criteria opgesomd in artikel 22.1, a) tot d) van de IUS-Verordening of enige andere gemeenschappelijke bezorgdheid op regionaal niveau delen. Deze beslissing gebeurt op basis van het advies van de Nationale Wetenschappelijk Raad, geformuleerd op eigen initiatief of hierover vooraf door het Comité geraadpleegd.
§ 2. A cette fin, le Comité contacte, le cas échéant avec l'appui de la Commission européenne, les autorités compétentes des Etats membres concernés afin de déterminer si les espèces visées sont d'intérêt régional et, en cas d'accord, de fixer les mesures de coopération à mettre en place conformément à l'accord de coopération d'exécution visé à l'article 10.	§ 2. Daartoe contacteert het Comité, zo nodig met de steun van de Europese Commissie, de bevoegde overheden van de betrokken Lidstaten om conform het uitvoerend samenwerkingsakkoord bedoeld in artikel 10 te bepalen of de soorten in kwestie voor de regio zorgwekkend zijn en, indien men het eens is, welke samenwerkingsmaatregelen er moeten genomen worden.
§ 3. Chacune des autorités compétentes exécute, pour ce qui la concerne, les mesures de coopération décidées conformément au paragraphe 2. Elle en informe le Comité qui communique l'état d'exécution des mesures prises au niveau belge à la Commission européenne ainsi qu'aux autorités compétentes des Etats membres concernés.	§ 3. Elk van de bevoegde overheden voert, op zijn respectieve grondgebied, de samenwerkingsmaatregelen uit waartoe werd beslist conform paragraaf 2. Elke overheid brengt het Comité hiervan op de hoogte dat de stand van zaken van de uitvoering van de maatregelen genomen op Belgisch niveau meedeelt aan de Europese Commissie en aan de bevoegde autoriteiten van de betrokkene Lidstaten.

§ 4. Au cas où un acte d'exécution au sens de l'article 11.2 du Règlement EEE s'applique, le Comité détermine les éventuelles mesures coordonnées à prendre entre les autorités compétentes conformément à l'accord de coopération d'exécution visé à l'article 10.	§ 4. Wanneer een uitvoeringshandeling in de zin van artikel 11.2 van de Verordening IUS van toepassing is, bepaalt het Comité welke eventuele gecoördineerde maatregelen er moeten genomen worden tussen de bevoegde overheden conform het uitvoering samenwerkingsakkoord bedoeld in artikel 10.
Art. 43. §1er. Lorsqu'un Etat membre saisit le Comité pour mettre en place une coopération sur une espèce exotique envahissante de la liste nationale, le Comité, sur avis préalable du Conseil national scientifique, décide, conformément à l'accord de coopération d'exécution visé à l'article 10, si cette espèce nécessite une coopération régionale renforcée. Lorsqu'une autorité compétente reçoit une demande de coopération venant d'un Etat membre pour laquelle elle n'est pas seule concernée, elle la transfère sans délai au Comité.	**Art. 43.** §1. Wanneer een Lidstaat zich wendt tot het Comité om een samenwerking op te zetten voor een invasieve uitheemse soort uit zijn nationale lijst, beslist het Comité conform het uitvoerend samenwerkingsakkoord bedoeld in artikel 10 en op voorafgaand advies van de Nationale Wetenschappelijke Raad, of er voor deze soort een versterkte regionale samenwerking vereist is. Wanneer een bevoegde overheid een aanvraag voor samenwerking door een Lidstaat, waarvoor zij niet alleen bevoegd is, ontvangt, bezorgt ze die onverwijld aan het Comité.
§ 2. Le Comité communique dans un délai raisonnable sa décision à l'Etat membre.	§ 2. Het Comité deelt binnen een redelijke termijn zijn beslissing mee aan de Lidstaat.
Chapitre 2 : Espèces indigènes de l'Union	**Hoofdstuk 2 : In de Unie uitheemse soorten**
Art. 44. Le Comité peut déterminer conformément à l'accord de coopération d'exécution visé l'article 10 et sur avis préalable du Conseil scientifique national, qu'une espèce indigène sur le territoire d'un Etat membre mais non indigène sur le territoire de la Belgique requiert une coopération. Il applique la même procédure que celle visée à l'article 42.	**Art. 44.** Het Comité kan conform het uitvoering samenwerkingsakkoord bedoeld in artikel 10 en op voorafgaand advies van de Nationale Wetenschappelijke Raad bepalen dat een soort die inheems is op het grondgebied van een lidstaat, maar niet inheems op het grondgebied van België, een samenwerking vereist. Het past dezelfde procedure zoals bedoeld in artikel 42 toe.
Art. 45. §1er. Lorsqu'un Etat membre saisit soit le Comité, soit une autorité compétente pour mettre en place une coopération sur une espèce indigène sur le territoire des parties ou dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique mais non indigène sur son propre territoire, le Comité, sur avis préalable du Conseil scientifique national, décide conformément à l'accord de coopération d'exécution visé l'article 10 si cette espèce requiert une coopération régionale.	**Art. 45.** §1. Wanneer een Lidstaat zich wendt tot het Comité ofwel tot een bevoegde overheid voor het opzetten van een samenwerking voor een soort die inheems is op het grondgebied van de partijen of in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België, maar niet inheems op zijn eigen grondgebied, beslist het Comité, conform het uitvoerend samenwerkingsakkoord bedoeld in artikel 10, op voorafgaand advies van de Nationale Wetenschappelijke Raad, of deze soort een regionale samenwerking vereist.

§ 2. Le Comité communique dans un délai raisonnable sa décision à l'Etat membre.	§ 2. Het Comité deelt binnen een redelijke termijn zijn beslissing mee aan de Lidstaat.
TITRE VIII. – Système de surveillance, détection précoce, éradication rapide et gestion	**TITEL VIII. – Surveillancesysteem, vroegtijdige detectie, snelle uitroeiing en beheer**
Chapitre 1er : Elaboration d'un système de surveillance coordonné	**Hoofdstuk 1 : Uitwerking van een gecoördineerd surveillancesysteem**
Art. 46. Conformément à l'article 15, § 2, 6°, le Secrétariat scientifique national coordonne les systèmes de surveillance mis en place par les autorités compétentes concernées pour les espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union. Cette coordination vise à harmoniser l'approche des systèmes de surveillance à mettre en place. Elle consiste notamment en : 1° l'établissement de standards applicables pour tous les systèmes de surveillance à établir au niveau belge; 2° l'agrégation de données communiquées par les autorités compétentes concernées.	**Art. 46.** Conform artikel 15, § 2, 6°, staat het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat in voor de coördinatie van de door de betrokken bevoegde overheden ingevoerde surveillancesystemen voor de voor de Unie zorgwekkende invasieve uitheemse soorten. Deze coördinatie is bedoeld om de surveillancesystemen op elkaar af te stemmen. Het gaat hierbij onder meer over: 1° de uitwerking van standaarden die van toepassing zijn op alle surveillancesystemen die moeten worden uitgewerkt op Belgisch niveau; 2° de samenvoeging van de door de betrokken bevoegde overheden meegedeelde gegevens.
Cette coordination ne vise pas les espèces exotiques envahissantes marines exclusivement situées dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique qui font l'objet d'un système de surveillance séparé géré par l'UGMM. Le Secrétariat scientifique national met en place une coordination régulière avec l'UGMM afin d'en assurer la détection précoce.	Deze coördinatie is niet van toepassing voor de invasieve uitheemse mariene soorten die uitsluitend voorkomen in de zegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België waarvoor een apart surveillancesysteem geldt dat beheerd wordt door de BMM. Het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat zorgt voor een regelmatige coördinatie met de BMM met het oog op de vroegtijdige detectie.
Chapitre 2 : Détection précoce et éradication rapide	**Hoofdstuk 2 : Vroegtijdige detectie en snelle uitroeiing**
Art. 47. L'autorité compétente qui détecte, sur son territoire ou dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique, l'introduction ou de la présence d'une espèce exotique envahissante préoccupante pour l'Union le notifie immédiatement à la Commission européenne conformément à l'article 16.2 du Règlement EEE et en informe simultanément le Comité.	**Art. 47.** De bevoegde overheid die een vroegtijdige detectie van de introductie of de aanwezigheid van voor de Unie zorgwekkende invasieve uitheemse soorten instelt, meldt dit onmiddellijk aan de Europese Commissie overeenkomstig artikel 16.2 van de IUS-Verordening en brengt het Comité hiervan tegelijkertijd op de hoogte.

Art. 48. § 1er. Dans les dix jours de la réception de l'information, le Comité décide, après avis du Conseil scientifique national, si l'espèce visée concerne plus d'une partie ou est susceptible de rapidement se propager sur le territoire d'une autre partie ou dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique.	**Art. 48.** § 1. Binnen de tien dagen na het ontvangen van de informatie beslist het Comité na advies van de Nationale Wetenschappelijke Raad, of de soort in kwestie meer dan een partij aanbelangt of zich snel zou kunnen verspreiden over het grondgebied van een andere partij of in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België.
§ 2. En cas de décision positive, le Comité établit que l'espèce n'est pas encore largement répandue sur le territoire ou dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique et qu'elle requiert dès lors des mesures d'éradication à mener par chacune des autorités compétentes. Il coordonne dans les deux mois de la notification visée à l'article 47 l'adoption des mesures à prendre par les autorités compétentes concernées conformément aux articles 17 et 18 du Règlement EEE. Le Comité assure le suivi de la mise en œuvre des mesures effectuées par chaque autorité compétente. Chaque autorité compétente effectue la notification à la Commission européenne conformément aux articles 17.1 et 17.4. du Règlement EEE et communique ces informations aux autres Etats membres. § 3. Lorsque le Comité constate qu'une espèce exotique envahissante préoccupante pour l'Union détectée précocement concerne une seule partie et qu'elle n'est pas susceptible de rapidement se propager sur le territoire d'une autre partie ou dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique, l'autorité compétente concernée informe le Comité des mesures qu'elle prend conformément aux articles 17 et 18 du Règlement EEE.	§ 2. In geval van een positieve beslissing, bepaalt het Comité dat de soort nog niet wijd verspreid is binnen het grondgebied of in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België en er derhalve door elk van de bevoegde overheden uitroeiingsmaatregelen dienen te worden genomen. Binnen de twee maanden na de kennisgeving vermeld in artikel 47 coördineert het Comité de invoering van de maatregelen die moeten worden genomen door de betrokken bevoegde overheden conform de artikelen 17 en 18 van de IUS-Verordening. Het Comité volgt de uitvoering van de maatregelen door elke bevoegde overheid op. Elke bevoegde overheid zorgt voor de notificatie aan de Europese Commissie conform de artikelen 17.1 en 17.4 van de IUS-Verordening en verstrekt deze informatie aan de andere Lidstaten. § 3. Wanneer het Comité vaststelt dat een vroegtijdig gedetecteerde voor de Unie zorgwekkende invasieve uitheemse soort een enkele partij aanbelangt en zich niet snel zou kunnen verspreiden over het grondgebied van een andere partij of in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België, brengt de betrokken bevoegde overheid het Comité op de hoogte van de maatregelen die zij neemt conform de artikelen 17 en 18 van de IUS Verordening.

Chapitre 3 : Gestion des espèces exotiques envahissantes largement répandues – Mesures de gestion et de restauration	**Hoofdstuk 3 : Beheer van wijdverspreide invasieve uitheemse soorten – Beheer- en herstelmaatregelen**
Art. 49. Lorsque, sur base de la fiche d'identification visée à l'article 37, le Comité détermine qu'une espèce exotique envahissante préoccupante pour l'Union est largement répandue sur le territoire de plus d'une partie ou dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique, ou est susceptible de se propager rapidement sur le territoire d'une autre partie ou dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique, il coordonne dans un délai de dix-huit mois à compter de l'inscription d'une espèce exotique envahissante sur la liste de l'Union l'adoption des mesures de gestion à prendre conformément aux articles 19, 20 et 26 du Règlement EEE. Il assure le suivi de l'exécution des mesures prises. Lorsqu'il existe un risque important que cette espèce se propage sur le territoire d'un Etat membre, le Comité notifie immédiatement ce risque à l'Etat membre concerné et à la Commission européenne. Le cas échéant, le Comité coordonne avec l'Etat membre concerné l'adoption des mesures à prendre conformément aux articles 19 et 20 du Règlement EEE.	**Art. 49.** Wanneer het Comité, op basis van de identificatiefiche vermeld in artikel 37, bepaalt dat een voor de Unie zorgwekkende inheemse soort wijdverspreid is over het grondgebied van meer dan een partij of in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België of zich snel zou kunnen verspreiden over het grondgebied van een andere partij of in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België, coördineert het binnen achttien maanden nadat een invasieve uitheemse soort in de Unielijst is opgenomen de invoering van de maatregelen die moeten genomen worden conform de artikelen 19, 20 en 26 van de IUS-Verordening en staat het in voor de opvolging van de uitvoering ervan. Wanneer er een groot risico bestaat dat deze soort zich snel zou kunnen verspreiden over het grondgebied van een Lidstaat, brengt het Comité de betrokkene Lidstaat en de Europese Commissie onmiddellijk op de hoogte van dit risico. Zo nodig coördineert het Comité samen met de betrokken Lidstaat de invoering van de maatregelen die moeten worden genomen conform de artikelen 19 en 20 van de IUS-Verordening.
Art. 50. Lorsque, sur base de la fiche d'identification visée à l'article 37, le Comité constate qu'une espèce exotique envahissante préoccupante pour l'Union n'est largement répandue que sur le territoire d'une partie ou dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique et n'est pas susceptible de se propager rapidement sur le territoire d'une autre partie, l'autorité compétente concernée informe le Comité des mesures qu'elle prend conformément aux articles 19, 20 et 26 du Règlement EEE et du suivi de leur mise en œuvre.	**Art. 50.** Wanneer het Comité, op basis van de gegevensfiche vermeld in artikel 37 vaststelt dat een voor de Unie zorgwekkende inheemse soort enkel wijdverspreid is over het grondgebied van een enkele partij of in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België en zich niet snel zou kunnen verspreiden over het grondgebied van een andere partij, brengt de betrokken partij het Comité op de hoogte van de maatregelen die zij neemt conform de artikelen 19, 20 en 26 van de IUS Verordening en van de opvolging van de uitvoering ervan.

TITRE IX. – Responsabilité et recouvrement des coûts	**TITEL IX. – Aansprakelijkheid en terugvordering van de kosten**
Art. 51. § 1er. Les autorités compétentes informent sans délai le Comité de tout cas impliquant une espèce exotique envahissante pouvant occasionner des effets néfastes sur le territoire d'une autre partie ou dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique. Le Comité détermine s'il s'agit d'un cas qui peut affecter plus d'une partie.	**Art. 51.** § 1. De bevoegde overheden brengen het Comité onmiddellijk op de hoogte van ieder geval waarbij een uitheemse invasieve soort betrokken is die negatieve gevolgen kan hebben op het grondgebied van een andere partij of in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België. Het Comité bepaalt of het een geval betreft dat een impact kan hebben op meer dan een partij.
§ 2. Lorsqu'il ne s'agit pas d'un cas qui peut affecter plus d'une partie, l'autorité compétente concernée informe le Comité de l'évolution du cas.	§ 2. Indien het niet gaat om een geval dat een impact kan hebben op meer dan een partij, brengt de betrokken bevoegde overheid het Comité op de hoogte van de ontwikkeling van het geval.
§ 3. Lorsqu'il s'agit d'un cas qui peut affecter plus d'une partie, le Comité peut décider que des mesures qui se soutiennent mutuellement doivent être prises au niveau de chacune des autorités compétentes concernées.	§ 3. Wanneer het gaat om een geval dat een impact kan hebben op meer dan een partij, kan het Comité beslissen dat er wederzijdse ondersteunende maatregelen genomen moeten worden op het niveau van elk van de betrokken bevoegde overheden.
§ 4. Chaque autorité compétente concernée met en œuvre la ou les mesures la concernant. Elle informe le Comité des résultats obtenus, des coûts de l'action encourus et de leurs éventuels recouvrements.	§ 4. Elke betrokken bevoegde overheid neemt de maatregel(en) die zij dient te nemen. Zij informeert het Comité over de resultaten ervan, over de gemaakte kosten en eventuele terugvorderingen.
TITRE X. – Dispositions financières	**TITLE X. – Financiële bepalingen**
Art. 52. § 1er. Les frais de fonctionnement du Secrétariat scientifique national relatifs à l'engagement des équivalents temps plein visés à l'article 16 sont répartis entre les parties comme suit :	**Art. 52.** § 1. De werkingskosten van het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat met betrekking tot de aanwerving van de voltijdsequivalenten bedoeld in artikel 16 omvatten, worden als volgt verdeeld tussen de partijen:
1° 15% pour l'autorité fédérale ; 2° 35% pour la Région flamande; 3° 35 % pour la Région wallonne; 4° 15 % pour la Région de Bruxelles-Capitale.	1° 15% voor de Federale overheid; 2° 35% voor het Vlaams Gewest; 3° 35 % voor het Waals Gewest; 4° 15 % voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§ 2. Le Secrétariat scientifique national établit conformément à l'article 18, § 1er, le budget annuel concernant les frais de sous-traitance. Ils sont relatifs à des projets visant exclusivement à mettre en œuvre une action coordonnée au sens de l'article 2, § 2 du présent accord de coopération et pour autant que l'ensemble des compétences des contributeurs visés au paragraphe 1er soient concernées. L'institution hôte soumet les factures y relatives au Comité pour approbation et liquidation subséquente.	§ 2. Het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat stelt overeenkomstig artikel 18, §1, het jaarbudget op de uitbestedingskosten. Zij hebben betrekking tot projecten die uitsluitend bedoeld zijn om een gecoördineerde actie in de zin van artikel 2, § 2 van dit samenwerkingsakkoord uit te voeren en voor zover dit betrekking heeft op alle bevoegdheden van de bijdragende partijen bedoeld in paragraaf 1. De gastinstelling legt de facturen ter goedkeuring en vereffening voor aan het Comité.
Ces frais de sous-traitance sont répartis conformément à la clé de répartition suivante : 1° 15% pour l'autorité fédérale ; 2° 35% pour la Région flamande; 3° 35 % pour la Région wallonne; 4° 15 % pour la Région de Bruxelles-Capitale.	Deze uitbestedingskosten worden verdeeld volgens de volgende verdeelsleutel: 1° 15% voor de Federale overheid; 2° 35% voor het Vlaams Gewest; 3° 35 % voor het Waals Gewest; 4° 15 % voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.
§3. Par exception au paragraphe 2, les autres frais de sous-traitance qui concernent exclusivement l'exercice des compétences des Régions, sont répartis conformément à la clé de répartition suivante : 1° 45% pour la Région flamande; 2° 45% pour la Région wallonne; 3° 10% pour la Région de Bruxelles-Capitale.	§3. Bij wijze van uitzondering op paragraaf 2, worden de andere uitbestedingskosten die uitsluitend betrekking hebben op de uitoefening van de bevoegdheden van de Gewesten verdeeld volgens de volgende verdeelsleutel: 1° 45% voor het Vlaams Gewest; 2° 45% voor het Waals Gewest; 3° 10% voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.
TITRE XI. – Inspections, contrôle et sanction	**TITLE XI. – Inspecties, controle en sancties**
Chapitre 1. – Inspection et contrôle	**Hoofdstuk 1. – Inspectie en controle**
Art. 53. § 1er. L'inspection et le contrôle du respect des obligations visées dans le présent accord de coopération sont effectués respectivement par : 1° les agents ou services d'inspection désignées conformément à l'article 47§1 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature par le Gouvernement fédéral; 2° les services désignés par le Gouvernement flamand; 3° les services désignés par le Gouvernement wallon;	**Art. 53.** § 1. De inspectie en de controle op de naleving van de in dit samenwerkingsakkoord bedoelde verplichtingen worden respectievelijk uitgevoerd door: 1° de agenten of inspectiediensten aangewezen conform artikel 47 § 1 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud door de Federale Regering; 2° de diensten aangewezen door de Vlaamse Regering; 3° de diensten aangewezen door de Waalse Regering;

4° les services désignés par le Gouvernement de Bruxelles-Capitale. § 2. Les services d'inspections et agents visés au paragraphe 1 et à l'article 15 du Règlement EEE coopèrent dans l'exercice de leurs missions. Ils se réunissent au minimum deux fois par an à l'initiative du Comité pour échanger toute information relative à la mise en œuvre du Règlement EEE. Ils peuvent décider de commun accord de planifier certaines inspections et contrôles de manière conjointe ou concomitante.	4° de diensten aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering. § 2. De in paragraaf 1 en artikel 15 van de IUS-Verordening bedoelde inspectiediensten en agenten werken samen bij de uitvoering van hun opdrachten. Ze komen minstens twee keer per jaar samen op initiatief van het Comité om alle mogelijke informatie uit te wisselen in verband met de uitvoering van de IUS Verordening. Ze kunnen in onderlinge overeenstemming beslissen om een aantal inspecties en controles gezamenlijk of gelijktijdig te plannen.
Chapitre 2. Sanctions	**Hoofdstuk 2. Sancties**
Art. 54. § 1er. Les parties s'engagent à introduire dans leurs réglementations respectives des sanctions effectives, proportionnées et dissuasives en cas de violation du Règlement EEE, conformément à l'article 30 du règlement. § 2. Les parties évaluent l'application des sanctions civiles, pénales et administratives ainsi que l'application des mesures administratives qui sont applicables en cas d'infraction au Règlement EEE et aux obligations visées dans le présent accord de coopération. Cette évaluation comprend l'analyse de la cohérence de la poursuite pénale entre les différentes parties et la cohérence entre les sanctions dans les législations applicables. Si les résultats de l'évaluation mettent en évidence des incohérences significatives, les parties délibèrent via le Comité sur les mesures éventuelles à prendre.	**Art. 54.** § 1. De partijen verbinden zich ertoe om in hun respectieve reglementeringen doeltreffende, evenredige en afschrikkende sancties in te lassen die van toepassing zijn bij inbreuken op de IUS Verordening, overeenkomstig artikel 30 van de verordening. § 2. De partijen evalueren de toepassing van de burgerlijke, strafrechtelijke en administratieve sancties en van de administratieve maatregelen in geval van inbreuk op de IUS Verordening en op de in dit samenwerkingsakkoord bedoelde verplichtingen betreft. Deze evaluatie omvat de analyse van de coherentie van de strafrechtelijke vervolging tussen de verschillende partijen en de coherentie tussen de sancties in de toepasselijke wetgevingen. Indien de resultaten van de evaluatie wijzen op significante incoherenties, overleggen de partijen via het Comité over de eventueel te nemen maatregelen.

TITRE XII. – Dispositions transitoires	**TITEL XII. – Overgangsbepalingen**
Chapitre 1er : Propriétaires non commerciaux	**Hoofdstuk 1 : Niet-commerciële eigenaren**
Art. 55. Les autorités compétentes informent le Comité, dans les six mois à partir de l'adoption ou de l'actualisation de la liste de l'Union, sur le nombre, la localisation et les types d'animaux domestiques qui sont des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union et qui sont détenues sur leur territoire par des propriétaires non-commerciaux conformément à l'article 31 du Règlement EEE.	**Art. 55.** De bevoegde overheden informeren het Comité, binnen de zes maanden nadat de Unielijst werd aangenomen of geactualiseerd, over het aantal, de locatie en de soorten huisdieren die voor de Unie zorgwekkende invasieve uitheemse soorten zijn die in overeenstemming met artikel 31 van de IUS Verordening door niet-commerciële eigenaren gehouden worden op hun grondgebied.
Chapitre 2 - Stocks commerciaux	**Hoofdstuk 2 - Commerciële voorraden**
Art. 56. Les autorités compétentes informent le Comité sur les stocks commerciaux de spécimens d'espèces exotiques envahissantes visés à l'article 32 du Règlement EEE qui relèvent de leur compétence ainsi que sur leur gestion comme les ventes et les transferts réalisés.	**Art. 56.** De bevoegde overheden brengen het Comité op de hoogte van hun commerciële voorraden specimens van invasieve uitheemse soorten bedoeld in artikel 32 van de IUS-Verordening die vallen onder hun bevoegdheid en van het beheer ervan zoals de verkoop of overdracht.
TITRE XIII. – Rapportage	**TITLE XIII. – Rapportering**
Art. 57. §1er. Les autorités compétentes établissent tous les 6 ans un rapport de mise en œuvre du Règlement EEE relatif à leurs compétences qui comprend les informations définies à l'article 24 du Règlement EEE. Elles le transmettent au Secrétariat scientifique national qui, conformément à l'article 15, §2, 7°, coordonne le rapport de mise en œuvre du Règlement par la Belgique, ci-après rapport de mise en œuvre national. Le projet de rapport de mise en œuvre national est transmis pour validation au Conseil scientifique national. Il est soumis pour approbation au Comité au plus tard le 1er avril 2019 pour le premier rapport et tous les six ans par après. Le Comité fait le nécessaire pour que le rapport de mise en œuvre national soit envoyé à temps à la Commission européenne.	**Art. 57.** §1. De bevoegde overheden stellen om de 6 jaar een uitvoeringsrapport op betreffende hun bevoegdheden dat de informatie bevat zoals bepaald in artikel 24 van de IUS Verordening. Zij bezorgen dit aan het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat dat conform artikel 15, §2, 7° belast is met de opmaak van een gecoördineerd uitvoeringsrapport van België, hierna nationaal uitvoeringsrapport. Het ontwerp van nationaal uitvoeringsrapport wordt voor validatie aan de Nationale Wetenschappelijke Raad bezorgd. Het wordt uiterlijk op 1 april 2019 ter goedkeuring voorgelegd aan het Comité voor het eerste rapport en daarna om de zes jaar. Het Comité zorgt ervoor dat het nationaal uitvoeringsrapport tijdig aan de Europese Commissie bezorgd wordt.

§ 2. Un accord de coopération d'exécution est élaboré en vue de fixer :	§ 2. Een uitvoerend samenwerkingsakkoord bij dit samenwerkingsakkoord voorziet in :
1° les délais pour la procédure d'envoi du premier rapport des autorités compétentes visé au paragraphe 1 au Secrétariat scientifique national;	1° de termijnen voor het versturen van het in paragraaf 1 bedoelde eerste rapport van de bevoegde overheden naar het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat;
2° les modalités pratiques de soumission du rapport à la Commission européenne, dont par le biais des moyens électroniques;	2° de praktische modaliteiten voor het bezorgen van het rapport aan de Europese Commissie, onder meer via elektronische weg;
3° les éléments issus du format technique pour l'établissement du rapport visés à l'article 24.4 du Règlement EEE qui exigent une prise en charge coordonnée en termes de contenu par le Secrétariat scientifique national ainsi que les éléments qui ont trait uniquement à la compilation de données et leur agrégation;	3° de elementen uit het technische rapporteringsformat bedoeld in artikel 24.4 van de IUS verordening die een inhoudelijke gecoördineerde aanpak door het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat vereisen alsook de elementen die enkel betrekking hebben op het inzamelen en bundelen van gegevens;
4° les modalités pratiques relatives aux informations requises conformément à l'article 24 du règlement ainsi que les modalités de rapportage de ces éléments.	4° de praktische modaliteiten betreffende de vereiste informatie als bepaald in artikel 24 van de verordening alsook de modaliteiten voor het rapporteren van deze elementen.

TITRE XIV. – Dispositions finales	TITRE XIV. – Slotbepalingen
Art. 58. §1er. Cinq ans après l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, la Conférence interministérielle de l'Environnement élargie à la Politique scientifique évalue, sur base d'un rapport du Comité, la coopération inter fédérale-régionale-communautaire, en particulier concernant le fonctionnement du Secrétariat scientifique national. § 2. Sur base de cette évaluation, la Conférence interministérielle de l'Environnement élargie à la Politique scientifique décide de la continuation du présent accord de coopération et redéfinit, le cas échéant, les missions et les frais de fonctionnement du Secrétariat scientifique national.	**Art. 58.** §1. Vijf jaar na de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord, evalueert de Interministeriële Conferentie Leefmilieu uitgebreid tot het Wetenschapsbeleid, op basis van een rapport van het Comité, de federale – regionale-gemeenschappelijke samenwerking, in het bijzonder wat betreft de werking van het Nationaal Wetenschappelijke Secretariaat. § 2. Op basis van die evaluatie beslist de Interministeriële Conferentie Leefmilieu uitgebreid tot het Wetenschapsbeleid over de voortzetting van dit samenwerkingsakkoord en herdefinieert ze zo nodig de opdrachten en de werkingskosten van het Nationaal Wetenschappelijke Secretariaat.
Art. 59. L'accord est publié au Moniteur belge en même temps que les différents actes d'assentiment par le Service public fédéral Chancellerie du Premier Ministre, sur demande de la partie dont le législateur a, en dernier, donné son assentiment à l'accord de coopération.	**Art. 59.** Het akkoord wordt tegelijkertijd met de verschillende instemmingsakten gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad door de Federale Overheidsdienst Kanselarij van de Eerste Minister, op aanvraag van de partij waarvan de wetgever als laatste zijn instemming met het samenwerkingsakkoord heeft gegeven.
A Bruxelles, le 20 mars 2018 , en un seul exemplaire original en français et en néerlandais, qui sera déposé au Secrétariat central du Comité de concertation qui se chargera des copies certifiées conformes et de la publication au Moniteur belge.	Getekend te Brussel, op 20 maart 2018, in één origineel exemplaar in de Nederlandse en Franse taal, dat zal worden gedeponeerd bij de Centrale Secretarie van het Overlegcomité dat zal instaan voor de eensluidend verklaarde afschriften en de publicatie in het Belgisch Staatsblad.

Pour le Gouvernement fédéral,

Le Premier Ministre,

Voor de Federale Regering,

De Eerste Minister,

Charles MICHEL

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Maggie DE BLOCK

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

Johan VAN OVERTVELDT

La Ministre de l'Energie, de l'Environnement et du Développement durable,

De Minister van Energie, Leefmilieu, en Duurzame Ontwikkeling,

Marie Christine MARGHEM

La Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la pauvreté, à l'Egalité des chances, aux Personnes handicapées et à la Politique scientifique,

De Staatssecretaris voor Armoedebestrijding, Gelijke Kansen, Personen met een beperking en Wetenschapsbeleid,

"Voor wie tekent in haar afwezigheid,
Haar voogdijminister, de heer Jan Jambon"

Zuhal DEMIR

Le Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la fraude sociale, à la Protection de la vie privée et à la Mer du Nord,

De Staatssecretaris voor Bestrijding van de sociale fraude, Privacy en Noordzee,

Philippe DE BACKER

Pour la Communauté flamande
et la Région flamande,

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

Geert BOURGEOIS

Le Ministre de l'Emploi, de l'Economie,
de l'Innovation et du Sport,

Philippe MUYTERS

La Ministre de l'Environnement, la Nature
et l'Agriculture,

Joke SCHAUVLIEGE

Voor de Vlaamse Gemeenschap
en het Vlaamse Gewest,

De Minister-President van de Vlaamse Regering,

De Minister van Werk, Economie,
Innovatie en Sport,

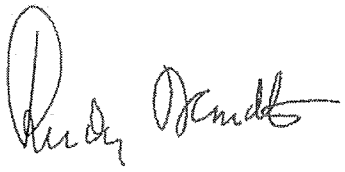
De Minister van Omgeving, Natuur en
Landbouw,

Pour la Communauté française,

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

Voor de Franse Gemeenschap,

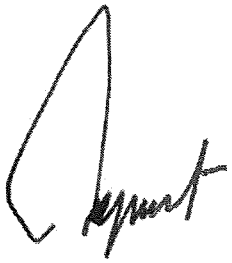
De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,



Rudy DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement, supérieur, de la Recherche et des Médias,

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,



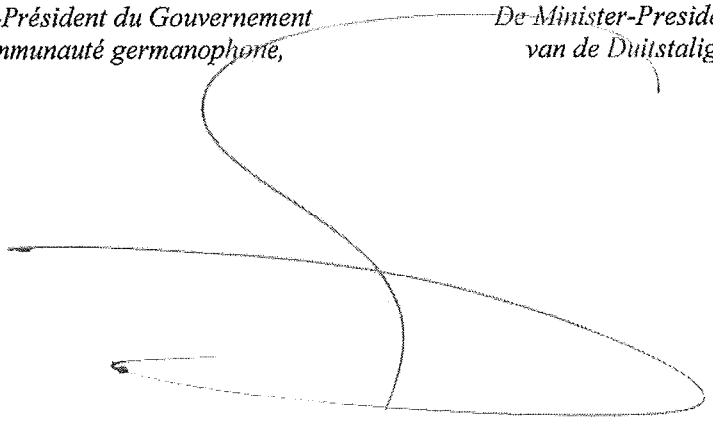
Jean-Claude MARCOURT

Pour la Communauté germanophone,

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone,

Voor de Duitstalige Gemeenschap,

De Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,



Oliver PAASCH

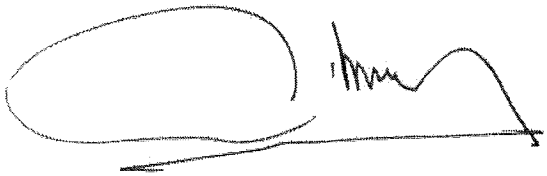
Le Ministre de l'Education, et de la Recherche scientifique,

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Harald MOLLERS

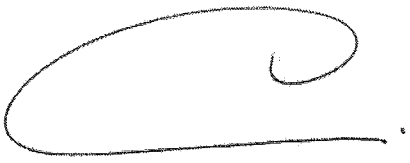
Pour la Région wallonne,

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,



Willy BORSUS

Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,



Pierre-Yves JEHOLET

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

René COLLIN

Voor het Waalse Gewest,

De Minister-President van de Waalse Regering,

De Vice-President en Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Numeriek, Werk en Vorming,

De Minister van Landbouw, Natuur, Bos, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigde bij de Grote Regio,

Pour la Région de Bruxelles-Capitale,

Le Ministre-Président du Gouvernement de Bruxelles-Capitale,

Rudi VERVOORT

La Ministre du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie,

Céline FREMAULT

La Secrétaire d'Etat à la Recherche scientifique,

Fadila LAANAN

Voor het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest,

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

De Minister van Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,

De Staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid,